

République algérienne démocratique et populaire
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique
Université Abderrahmane Mira – Bejaia

Faculté de technologie
Département d'architecture

Mémoire de Fin de Cycle

En vue de l'Obtention du Diplôme Master en Architecture et Urbanisme
Option : Architecture, Ville et Territoire

THEME :

« Le rôle de l'Etat dans la mise en œuvre
d'une zone d'expansion touristique
cas d'étude Bejaia »

Présenté par :

Melle. KARED Yasmine

Melle. OUAKKOUCHE Aida

Melle. OUBRAHAM Nedjma

Encadré par :

Me. MECHERI Lynda

Me. BOUNIF Sonia

Mr. HAMCHAOUI Amirourche

Examineurs :

Mr. BOUFASSA Sami

Me. MOUHOUBI Nedjima

Soutenance le : 02 Mars 2017

Année Universitaire 2016/2017

Résumé :

Le tourisme est une activité valorisée dans de nombreux pays du monde, l'Etat algérien prenant conscience de son importance économique tente de la hisser aux côtés des autres branches économiques, cette volonté politique se traduit à travers une mise en place d'un ensemble d'outils permettant à ce secteur de croître, parmi ces outils nous nous sommes intéressés à l'outil d'aménagement touristique nécessaire qui est bel est bien la zone d'expansion touristique.

Les zones d'expansions touristiques représentent le nid de tout investissement touristique, ceci par sa facilité d'accès aux fonciers touristiques qu'elle procure. Dans cette recherche nous avons apporté une lumière sur le rôle de l'Etat dans la mise en œuvre des ZET, supposant ainsi une hypothèse qui porte sur le postulat suivant : l'État en tant qu'acteur essentiel dans la production touristique, a le rôle principal dans la mise en œuvre des zones d'expansion touristique et par voie de conséquence met à disposition des investisseurs concernés le foncier touristique exigé.

Le mémoire est structuré en deux parties : la première théorique qui aborde les deux concepts de l'hypothèse à savoir le rôle de l'Etat et la mise en œuvre d'une ZET. La partie pratique porte sur l'Etat des lieux des ZET et des acteurs entrant dans leur mise en œuvre ainsi que le rôle de l'Etat dans la mise en œuvre d'une station touristique (exemple français et marocain). Enfin dans le dernier chapitre de cette partie nous avons vérifié notre hypothèse « l'État, acteur essentiel dans la production touristique, ayant le rôle principal dans la mise en œuvre des zones d'expansion touristique et par voie de conséquence met à disposition des investisseurs concernés le foncier touristique exigé » au moyen d'une enquête de recherche et de la méthode comparative. La démonstration de la relation hypothétique entre le rôle de l'Etat et la mise en œuvre des ZET a été globalement confirmée.

Mots clés : Tourisme, tourisme durable, Etat, rôle, aménagement touristique, zone d'expansion touristique.

Abstract:

Tourism is an activity in many countries all over the world. The Algerian state, becoming aware of its importance tries to raise it alongside the other economic branches. This political wish is reflated in the establishment of a set of tools enabling this sector to grow among these tools, we are interested in this necessity tourism development tools which is will, and infant the area of the tourist expansion.

The areas of tourist expansion representing the nest of any tourist investment, this facilitates access to the tourist land that it procures that is why we have to shed light on their in implementation the role of the state in their process, assuming this hypotheses which concerns the following assumption: this statute as an essential actor in the production of tourism, has the main role in the implementation of the zones of tourist expansion and consequently provide the concerned investors with required tourist land.

The paper is structured in two parts: the first theoretical approach that addresses the two concepts of the hypothesis, namely the role of the state and the implementation of a ZET. The practical part deals with the state of play of the ZETs and the actors involved in their implementation as well as the role of the State in the implementation of a tourist resort (French and Moroccan example). Finally, in the last chapter of this section we have verified our hypothesis "the State, a key player in tourism production, having the main role in the implementation of the areas of tourist expansion and consequently makes available to investors the required tourist land "by means of a research survey and the comparative method. The demonstration of the hypothetical relationship between the role of the State and the implementation of the ZET s has been generally confirmed

Keywords: Tourism, sustainable tourism, state, role, tourism development, area of the tourist expansion.

ملخص:

لسياحة هي نشاط قيمتها في العديد من دول العالم، والدولة الجزائرية تحقيق أهميتها الاقتصادية تسعى لرفع جنباً إلى جنب مع القطاعات الاقتصادية الأخرى، تتم ترجمة هذه الإرادة السياسية من خلال إنشاء مجموعة الأدوات التي تمكن هذا القطاع تنمو بين هذه الأدوات ونحن مهتمون في تطوير السياحة أداة ضرورية وهذا هو حقا ومنطقة التوسع السياحي.

التوسع في المناطق السياحية تمثل العنصر من أي استثمار والسياحة، وذلك من خلال سهولة الوصول إلى الأراضي السياحية التي يقدمها. في هذا البحث اتخذنا ضوء يعرف دور الدولة في تنفيذ التوسع في المناطق السياحية وعلى افتراض فرضية التي تتعلق الفرضية التالية: الدولة كعنصر فاعل أساسي في إنتاج السياحة، لديه دور رائد في تنفيذ مناطق التوسع السياحي، وبالتالي يوفر للمستثمرين المعنيين الأرض السياحية المطلوبة.

ويتمحور أطروحة في جزأين: الأول المفاهيم النظرية التي تتناول اثنين من الفرضية هو دور الدولة وتنفيذ التوسع في المناطق السياحية. ويركز الجزء العملي على الحالة الراهنة من التوسع في المناطق السياحية والجهات الفاعلة المعنية في تنفيذها ودور الدولة في تنفيذ منتج سياحي (مثل الفرنسية والمغربية). وأخيرا في الفصل الأخير من هذا الجزء اختبرنا فرضيتنا "الدولة، لاعب رئيسي في إنتاج والسياحة، ولها الدور الرائد في تنفيذ مناطق التوسع السياحي، وبالتالي يجعل متاحة للمستثمرين المعنية الأرض السياحية المطلوبة "من خلال البحث والتحقيق دا المنهج المقارن. وقد تم تأكيد ملاحظة للعلاقة افتراضية بين دور الدولة وتنفيذ التوسع في المناطق السياحية على نطاق واسع.

كلمات البحث: السياحة، والسياحة المستدامة، والدولة، الدور، التنمية السياحية، منطقة التوسع السياحي.

Remerciements

À l'issue de ces années de travail, le moment est venu pour remercier sincèrement toutes les personnes qui nous ont entourées et qui ont participées, de près ou de loin, à la réalisation de ce modeste mémoire :

Nous remercions avant tout le dieu tout puissant qui nous a guidées sur le droit chemin durant toutes nos années d'études.

Nous voudrions exprimer nos remerciements à nos encadreurs Me Mecheri, Mr Hamchaoui, Me Bounif pour les orientations et les conseils qu'ils ont su nous prodiguer durant la réalisation de ce mémoire de recherche.

Nous remercions les membres du jury qui ont présidés et examinés ce modeste travail. Nos remerciements s'adressent aussi à tous nos enseignants durant notre cursus universitaire, afin de nous assurer une bonne formation.

À tous et à toutes, un grand merci.

Le groupe

Dédicace

Je dédie ce modeste travail :

A ma chère MAMAN, Aucun hommage ne pourrait être à la hauteur de son amour et de son soutien tout au long de mon cursus, dont elle ne cesse de me combler. Que dieu lui procure bonne santé et longue vie nchallah

A mon cher père pour ses sacrifices, à qui je dois énormément et qui a tant cru en moi.

A mes très chères sœurs : Radia et Narimane et mon beau-frère youcef qui m'ont toujours soutenue, encouragée et poussée à donner le meilleur de moi-même.

*Ce travail n'aurait pas pu être finalisé sans la présence de ces personnes dans ma vie.
A mon trinôme : Kared Yasmine & Ouakkouche Aida, le travail avec eux fut un plaisir*

Merci Dieu pour tout ce que tu m'as donné

Oubraham Nedjma

Dédicace

Je dédie ce modeste travail :

A ma petite famille car ils ont tous contribué à ce que je suis aujourd'hui et sans eux, je ne serai rien.

A mes chers et tendres parents que je ne saurai assez remercier pour tout le soutien qui m'ont apporté tout au long de mon cursus universitaire.

A ma petite maman chérie Hafida qui a été auprès de moi dans les bons comme dans les moments difficiles et qui ne cesse de me soutenir et de me booster de jour en jour.

A mon papa adoré Mahmoud qui s'est sacrifié pour faire de moi la personne que je suis à présent. Je prie le bon dieu de les bénir en espérant qu'ils seront toujours fiers de moi.

Je dédie aussi ce travail à mes deux amours : mon petit frère Nassim et ma petite sœur Yasmine à qui je souhaite la réussite dans leur vie.

Ouakkouche Aida

Dédicace

Que ce travail témoigne de mes respects ;

*A mes parents **Daoud** et **Assia**, Grâce à leurs tendres encouragements et leurs grands sacrifices, ils ont pu créer le climat affectueux et propice à la poursuite de mes études. Aucune dédicace ne pourrait exprimer mon respect, ma considération et mes profonds sentiments envers eux. Je prie le bon Dieu de les bénir, de veiller sur eux, en espérant qu'ils seront toujours fiers de moi.*

*A mes frères **Mehdi**, **Anis**, ma petite sœur **Racha**, mon petit neveu **Aymene**, à mon cher et bien aimé fiancé **Walid** qui a toujours été là pour me soutenir ainsi qu'à mes belles sœurs **Jasmin** et **Imane**. Ils vont trouver ici l'expression de mes sentiments de respect et de reconnaissance pour le soutien qu'ils n'ont cessé de me porter.*

A tous mes professeurs : Leur générosité et leur soutien m'oblige de leurs témoigner mon profond respect et ma loyale considération. A tous mes amis qui m'ont soutenue de près ou de loin : Ils vont trouver ici le témoignage d'une fidélité et d'une amitié infinie.

KARED Yasmine

Résumé	I
Remerciements.....	II
Dédicace.....	VII
Sommaire.....	VIII
Liste des tableaux.....	IX
Liste des figures	X
Liste des abréviations.....	XI
Introduction générale.....	2
Problématique.....	2
Hypothèse.....	3
Objectifs.....	3
Méthodologie du mémoire	4
Structure du mémoire	5

Partie théorique

Chapitre 01 :L’Etat acteur principal du développement du tourisme durable.....6.

Introduction	6
--------------------	---

Section 01 : Le tourisme durable6

1-1.Du tourisme au tourisme durable	6
---	---

1-2.Le tourisme durable un secteur de transversalité.....	8
---	---

1-3.Interaction de différents acteurs pour un tourisme durable	10
--	----

Section 02 :Le rôle de l’Etat en tant qu’acteur principal dans le tourisme durable11

2-1.L’engagement de l’Etat dans le tourisme.....	11
--	----

2-2.Les moyens entrepris par l’Etat pour un tourisme durable	12
--	----

2-2-1.Les outils juridiques et réglementaires.....	12
--	----

2-2-2.Les outils institutionnels	14
--	----

2-2-3.Les outils d’aménagement et de planification : SDAT, ZET, PAT	15
---	----

Conclusion	19
------------------	----

Chapitre 02 : Les zones d'expansion touristique : l'Etat acteur principal dans leur mise en œuvre.....20

Introduction20

Section 01 : Les zones d'expansion touristiques en tant que qu'outil d'aménagement touristique en Algérie.....20

1-1.Les zones d'expansion touristique20

1-2.Les objectifs de la mise en œuvre des ZET21

1-3.La diversité des ZET à travers le territoire21

1-4. L'instrument d'aménagement des zones d'expansion touristique : le PAT22

Section 02 :Le rôle de l'Etat dans le processus de mise en œuvre des ZET.....23

2-1.L'implication des différents acteurs aux cotés de l'Etat dans la mise en œuvre des ZET23

2-2.Les institutions engagées par l'Etat pour la mise en œuvre des ZET24

Conclusion26

Partie pratique

Chapitre 03 : L'état de l'art sur le rôle de l'Etat dans la mise en œuvre d'une station touristique (France, Maroc).....27

Introduction27

Section 01 : Le rôle de l'Etat Français dans la mise en œuvre de la station touristique de la grande motte27

1-1.Justification du choix de l'exemple de la grande motte27

1-2.Présentation de la station « la grande motte »28

1-3.Le rôle de l'Etat Français dans la mise en œuvre de la station touristique la grande motte29

1-3-1.Les acteurs de l'État Français intervenant dans la mise en œuvre de la station

« la grande motte ».....30

1-3-2.Les moyens entrepris par l'État en faveur de la mise en œuvre de la station

« la grande motte ».....31

1-4.Les différentes phases d'aménagement de la station « la grande motte ».....	32.
Section 02 :L'Etat Marocain dans la mise en œuvre de la station touristique d'Essaouira Mogador	34
2-1.Justification du choix de l'exemple d'Essaouira Mogador.....	34
2-2.Présentation de la station « d'Essaouira Mogador »	34
2-3.Le rôle de l'Etat Marocain dans la mise en œuvre de la station touristique d'Essaouira Mogador.....	35
2-3-1.Les acteurs de l'Etat Marocain intervenant dans la mise en œuvre de la station « D'Essaouira Mogador ».....	35
2-3-2.Les moyens entrepris par l'État Marocain en faveur de la mise en œuvre de la station « D'Essaouira Mogador ».....	37
2-4.Les différentes phases d'aménagement de la station «d'Essaouira Mogador ».....	38
Section 03 :Comparaison entre la station la grande motte et a station Essaouira Mogador	40
Conclusion	43
Chapitre 04 : L'état des lieux des zones d'expansion touristiques à Bejaia (Boulimat et Tighremt).....	44
Introduction	44
Section 01 :Présentation de la wilaya de Bejaia et ses zones d'expansion touristique (ZET).....	44
1-1.La présentation de la wilaya de Bejaia	44
1-2.Les potentialités touristique de la wilaya de Bejaia	44
1-3.Le secteur du tourisme dans la wilaya de Bejaia	45
1-4.Situation actuelle des ZET de Bejaia	45
Section 02 :Le rôle de l'État dans la mise en œuvre des ZET de Boulimat et Tighremt.....	48
2-1.La ZET de Boulimat	48
2-2.La ZET de Tighremt.....	52
2-3.Le rôle de l'État dans la mise en œuvre des ZET de Boulimat et Tighremt.....	58
Conclusion	60

Chapitre 05 : Vérification de l'hypothèse de recherche	61
Introduction	61
<u>Section 01</u> :Méthode et outils de vérification de l'hypothèse de recherche	61
<u>Section 02</u> : La première démonstration : la comparaison entre le modèle analytique retenu et le cas d'étude (Bejaia)	63
<u>Section 03</u> :La deuxième démonstration : l'entretien de recherche	66
Conclusion	77
Conclusion générale	78
Références bibliographiques	80
Annexe	

Liste des tableaux :

Liste des tableaux		
N°	Titre du tableau	Page
1	Interaction de plusieurs domaines avec le secteur du tourisme	9
2	Les différents acteurs aux cotés de l'Etat dans la mise en œuvre des ZET	23
3	Les acteurs de l'État intervenant dans la mise en œuvre de la station de la Grande Motte	30
4	Les moyens entrepris par l'État pour la mise en œuvre de la station de la Grande Motte	32
5	Les acteurs de l'État intervenant dans la mise en œuvre de la station d'Essaouira-Mogador	36
6	Les moyens entrepris par l'État marocain pour la mise en œuvre de la station d'Essaouira-Mogador	38
7	Comparaison entre le rôle de l'Etat français et marocain dans la mise en œuvre des stations touristiques	40
8	Récapitulation du rôle de l'Etat français et marocain dans la mise en œuvre des stations touristiques	41
9	Situation actuelle des 14 zones d'expansion touristique de Bejaia	46
10	L'état actuel des 14 zones d'expansion touristique de Bejaia	47
11	Nature juridique de la ZET de Boulimat	50
12	La nature juridique du bâti à l'intérieur de la ZET de Boulimat	52
13	Nature juridique de la ZET de Tighremt	54
14	Nature juridique de la ZET de Tighremt	55
15	La nature juridique du bâti à l'intérieur de la ZET de Tighremt	57
16	Le rôle de l'État dans la mise en œuvre des ZET de Boulimat et de Tighremt	59
17	Comparaison entre le modèle analytique et le cas d'étude	65

Liste des figures :

Liste des Figures		
N°	Titre de la figure	Page
1	Structure du mémoire	5
2	Schéma du développement durable du tourisme	8
3	Organigramme des différents organismes du tourisme	15
4	Le positionnement du SDAT 2025 dans l'architecture du SNAT 2025	16
5	Les 7 pôles excellence touristiques au niveau de l'Algérie	18
6	Le rôle de l'Etat algérien dans la mise en œuvre d'une zone d'expansion touristique	24
7	Carte de la localisation de la Grande Motte	28
8	La situation de la station de la grande motte par rapport aux autres stations touristiques du littoral du Languedoc-Roussillon	28
9	Carte des différentes composantes de la Grande Motte	29
10	La grande motte d'avant	33
11	L'aménagement de la station de la Grande Motte source : Un héritage de l'État : La mission	33
12	Carte de la localisation de la station Essaouira-Mogador	35
13	Les différents équipements de la station d'Essaouira-Mogador	39
14	Carte de la situation géographique de la wilaya de Bejaia	45
15	Situation des 14 ZET de Bejaïa	46
16	Situation de la ZET de Boulimat et de la ZET de Tighremt	48
17	Situation de la ZET de Boulimat dans la commune de Bejaia	49
18	Les accès à la ZET de Boulimat	49
19	L'accès n° 1	50
20	L'accès n° 2	50
21	L'accès n° 3	50
22	Carte représentant l'occupation actuelle de la ZET de Boulimat	51
23	Constructions illicites	51
24	Hôtel	51
25	Hôtels en bord de mer	51
26	Situation des projets d'investissement	52
27	La situation de la ZET de Tighremt dans la commune de Toudja	53
28	Les accès à la ZET de Tighremt	53
29	Accès n° 1	54
30	Accès n° 2	54
31	Nature juridique du sol (conforme au bornage établi par le cadastre)	55
32	Carte représentant l'occupation actuelle de la ZET de Tighremt	56
33	Constructions illicites	56
34	Constructions illicites en bord de mer	56
35	Situation du projet d'investissement	57
36	Le projet d'investissement par la voie du CALPIREF	57
37	Schéma récapitulatif des méthodes et outils de vérification de l'hypothèse	62
38	Evaluation du tourisme de la wilaya de Bejaia	66
39	La capacité des infrastructures touristiques dans la wilaya de Bejaia	67
40	Le rôle de l'état dans la production touristique	67

N°	Titre de la figure	Page
41	Les moyens nécessaires pour le développement touristique	68
42	Les obstacles freinant le développement touristique	68
43	L'outil d'aménagement nécessaire pour le développement touristique	69
44	L'importance de la ZET dans l'aménagement touristique	70
45	L'utilité de la ZET dans l'aménagement touristique	70
46	Les acteurs de mise en œuvre des ZET	71
47	Les outils élaborés par l'état pour la mise en œuvre des ZET	71
48	L'échelle d'intervention de l'état dans la mise en œuvre des ZET	72
49	Les contraintes rencontrées lors de la mise en œuvre des ZET de la wilaya de Bejaia	72
50	L'acteur responsable de la protection des ZET de la wilaya de Bejaia	73
51	L'aménagement à l'intérieur des ZET	73
52	Les raisons de non attribution des PAT	74
53	L'acteur de l'attribution du PAT	74
54	Les solutions aux problèmes de non approbation des ZET	75

Liste des abréviations :

AFIT : Agence française de l'ingénierie touristique

ANDT : Agence nationale du développement touristique

CDAT : Commission départementale de l'action touristique

CDT : Comité Départemental du Tourisme

CRI : Centre Régional d'Investissements

CRT : Comité Régional du Tourisme

CRT : Centre Régional du Tourisme

DATAR : La Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale

DDE : Direction Départementale de l'Equipement

DIREM : Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale

DIT : Direction des Industries Touristiques

DRE : Direction Régionale de l'Equipement

DRT : Direction Régionale du Tourisme

DTA : Direction du tourisme et de l'artisanat

EID : Entente Interdépartementale pour la démoustication

ENET : Entreprise nationale d'étude touristique

FNAFU : Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme

FNT : La Fédération Nationale du Tourisme

INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

MATT : Ministère de l'Aménagement de territoire et du tourisme

MTA : Marrakech Tensift Al Haouz

OMT : Organisation mondiale du tourisme

ONAT : Office national des activités touristiques

ONG : Organisation non gouvernementale

ONMT : Office National Marocain du Tourisme

ONT : L'observatoire national du tourisme

ONT : Observatoire national du tourisme

ONT : Office national de tourisme

PAT : Plan d'aménagement touristique

POT : Les pôles d'excellence touristique

SADH : Société d'*Aménagement* du département de l'Hérault

SADTW : Schéma directeur d'aménagement touristique de la wilaya

SAEMOG : Sté D'Aménagement D'Essaouira Mogador

SDAT : Schéma Directeur d'Aménagement Touristique

SDDATD : Directeur de Développement et d'Aménagement Touristique Durable

SEM : Société d'économie mixte

SMIT : La Société Marocaine d'Ingénierie Touristique

SNAT : schéma national d'aménagement du territoire

ZAD : zone d'aménagement différé

ZET : Zone d'expansion touristique

Introduction générale :

Le tourisme est considéré à juste titre comme un phénomène très complexe, par ses effets propres ou ceux qu'il induit, tant sur le plan social, économique que spatial. Il est souvent saisi en termes socioéconomiques, alors que sa dimension spatiale est celle qui, en premier lieu, génère l'activité touristique.¹

En outre, l'espace « physique » devient un espace touristique potentiel par ses qualités naturelles, culturelles ou de loisirs. Il est un espace à parcourir ou à découvrir, mais aussi un espace à promouvoir et un espace à protéger. Il est donc important que l'action d'aménagement touristique prenne en charge le rapport entre les activités induites et les réalités spatiales de la région²

De nombreux pays ont compris l'importance d'exploiter tout potentiel de croissance dont ils disposent. Afin d'exploiter ces opportunités ces pays n'ont pas hésité à investir dans le développement des activités touristiques, en encourageant un grand nombre d'investisseurs, ceci grâce à la facilité que ces états procurent en termes d'accès au foncier touristique³.

C'est pourquoi l'enjeu majeur de tout aménagement touristique est que l'activité touristique puisse se faire, avant tout, dans un contexte qui lui soit favorable et de manière à donner toutes leurs chances aux évolutions futures des formes et des activités touristiques⁴.

Les États et leurs administrations par les capacités d'intervention qu'ils conservent ont évidemment un rôle très important. Leur mode d'intervention est en train d'évoluer profondément dans le domaine du tourisme. Leur implication dans l'aménagement touristique est variable selon les pays ainsi que les types de tourisme à promouvoir.

L'Algérie tente à hisser ce secteur aux côtés des autres branches économiques au niveau des activités alternatives aux ressources épuisables que sont les hydrocarbures en émergeant le tourisme dans le processus de l'aménagement du territoire.

L'État algérien traduit cette volonté politique par sa mise en place d'un arsenal législatif et réglementaire relatif au développement du tourisme durable (la loi n° 03-01 du 16 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 17 février 2003 relative au développement durable du tourisme, la

¹DEHABA, Rachid , LABI, Belkacem.Playdoyer pour un aménagement touristique en profondeur. juin 2012,n°35 ,p.70

²BELATTAF, Matouk ,MOULOUD, Abdenour. Evolution, Formes et Impacts de l'activité touristique : Pour un tourisme durable. Faculté des sciences économiques de gestion et commerciales. Université de Bejaia (Algérie),2010.p.1

³ op .cit. p.2

⁴ op .cit. p.3

Introduction générale

loi n° 03-02 du 16 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 17 février 2003 fixant les règles générales d'utilisation et d'exploitation touristiques des plages, la loi n° 03-03 du 16 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 17 février 2003 relative aux zones d'expansion et sites touristiques...) notamment par la mise en œuvre d'un ensemble d'outils d'aménagement touristique, principalement le schéma directeur d'aménagement touristique « le SDAT » à l'horizon 2025, dont les objectifs sont à même de mettre en place les bases nécessaires à la création d'une destination touristique concurrentielle à travers des pôles d'excellence composés de plusieurs zones d'expansion touristiques (ZET)

Classées grâce à leurs principaux traits distinctifs : naturels, culturels, humains et créatifs propices au tourisme, les zones d'expansion touristique constituent un nid de tout investissement touristique, représentant ainsi un portefeuille de foncier aux futurs investisseurs. Afin de s'inscrire dans une optique de durabilité, le développement et l'aménagement de ces zones doivent être compatibles avec les législations relatives à la protection de l'environnement et du littoral et doivent intervenir conformément aux prescriptions du plan d'aménagement touristique (PAT) élaboré par l'administration chargée du tourisme dans un cadre concerté, et approuvé par voie réglementaire⁵.

Problématique :

En vue de concrétiser la mise en tourisme de l'Algérie, l'État a délimité déclaré et classé deux cent cinq (205) zones d'expansion touristique, d'une superficie totale de 53132,63 ha⁶ répartis sur l'ensemble du territoire national selon trois décrets exécutifs (n°88-232 du 5 novembre 1988, n°09-226 du 29 septembre 2009, et le n°10-131 du 29 avril 2010 portant sur la déclaration des zones d'expansion touristique)⁷. Plusieurs années passèrent, mais hélas, peu d'entre elles ont bénéficié d'un plan d'aménagement touristique (PAT) qui est l'élément clé de toute intervention et investissement à l'intérieur de ces zones.

Ce problème est rencontré dans toutes les wilayas du pays à vocation touristique notamment Bejaia qui est doté de quatorze zones d'expansion touristique ou onze zones ont été délimitées, déclarées et classées en 1988 dont deux seulement ont été approuvées et dotées d'un plan d'aménagement touristique en 2014, après 26 ans de retard et selon le décret n°14-221 du 11 août 2014 portant sur l'approbation des PAT et des ZET dans la wilaya de Bejaia, et malgré cet avantage, elles ne sont toujours pas en phase de promotion et d'exploitation⁸.

⁵Journal officiel de la république algérienne démocratique et populaire, correspondant au 19 février 2003. p.3

⁶ALGERIAN TOURISM .tourisme [en ligne]. 2012. disponible sur : < <http://www.algeriantourism.com/>>. [Consulté le 25 novembre 2016]

⁷Journal officiel de la république algérienne démocratique et populaire, correspondant au 19 février 2003

⁸AGENCE NATIONALE DU DEVELOPPEMENT DU TOURISME . législation [en ligne]. 2013. disponible sur :< <http://www.andt-dz.org/> >. [Consulté le 25 novembre 2016]

Introduction générale

Ce constat nous a poussés à nous interroger sur le rôle de l'État dans la mise en œuvre des zones d'expansion touristiques et à soulever la question de recherche suivante :

Quel est le rôle de l'Etat dans la mise en œuvre et la promotion des zones d'expansion touristiques ?

Hypothèse :

- Il paraît que l'État en tant qu'acteur essentiel dans la production touristique, ait le rôle principal dans la mise en œuvre des zones d'expansion touristique et par voie de conséquence met à disposition des investisseurs concernés le foncier touristique exigé.

Objectifs de recherche :

Cette recherche vise à :

- 1- Connaitre ce que sont les zones d'expansion touristique, leur évolution, et situation actuelle.
- 2- Comprendre la mise en œuvre des zones d'expansion touristique et leur importance en tant qu'outil d'aménagement touristique.
- 3- Démontrer le rôle de l'État dans la mise en œuvre et la promotion des ZET et l'élaboration des plans d'aménagement touristiques (PAT).
 - Montrer le rôle de l'état dans le développement du tourisme durable en cernant sa politique dans la mise en œuvre des ZET.
 - Prendre connaissance des différents outils élaborés par l'État en faveur du développement touristique et des zones d'expansion touristiques.
 - Comprendre le rôle de chaque organisme central, régional, et local dans le développement touristique.

Méthodologie du mémoire :

L'élaboration de ce mémoire de recherche a débuté par une recherche bibliographique pour collecter de nombreuses informations issues de différents ouvrages à travers lesquels leurs auteurs ont traité des thématiques liées à la nôtre.

Nous avons commencé par la partie théorique où on a abordé le concept du tourisme durable et sa transversalité avec d'autres secteurs puis après avoir effectué une analyse des documents récoltés au niveau des différentes administrations concernées par le rôle de l'Etat dans la mise en œuvre des zones d'expansion touristique à savoir, la direction du tourisme et de l'artisanat, l'agence nationale du développement touristique, direction de l'environnement et la protection du littoral ..., cette analyse nous a permis de prendre connaissance de l'engagement et le rôle de l'Etat ainsi que les outils mis en place en faveur du développement touristique à savoir l'outil juridique, institutionnels, planification et aménagement touristique notamment les ZET.

Après nous avons entamé la partie pratique par l'analyse de deux exemples étrangers (Marocain, Français) afin de définir le modèle analytique et également l'analyse d'état des lieux du cas d'étude Bejaia précisément la ZET de Tighremt et de Boulimat.

Pour compléter les données et les informations obtenues lors des précédentes étapes nous avons été amenés à procéder à une enquête sur le terrain et pour ce faire nous avons élaboré un entretien et nous avons opté pour une comparaison entre le modèle analytique et notre cas d'étude, les analyses et interprétations nous ont permis de conclure en aboutissant à une confirmation de notre hypothèse de recherche.

Structure du mémoire :

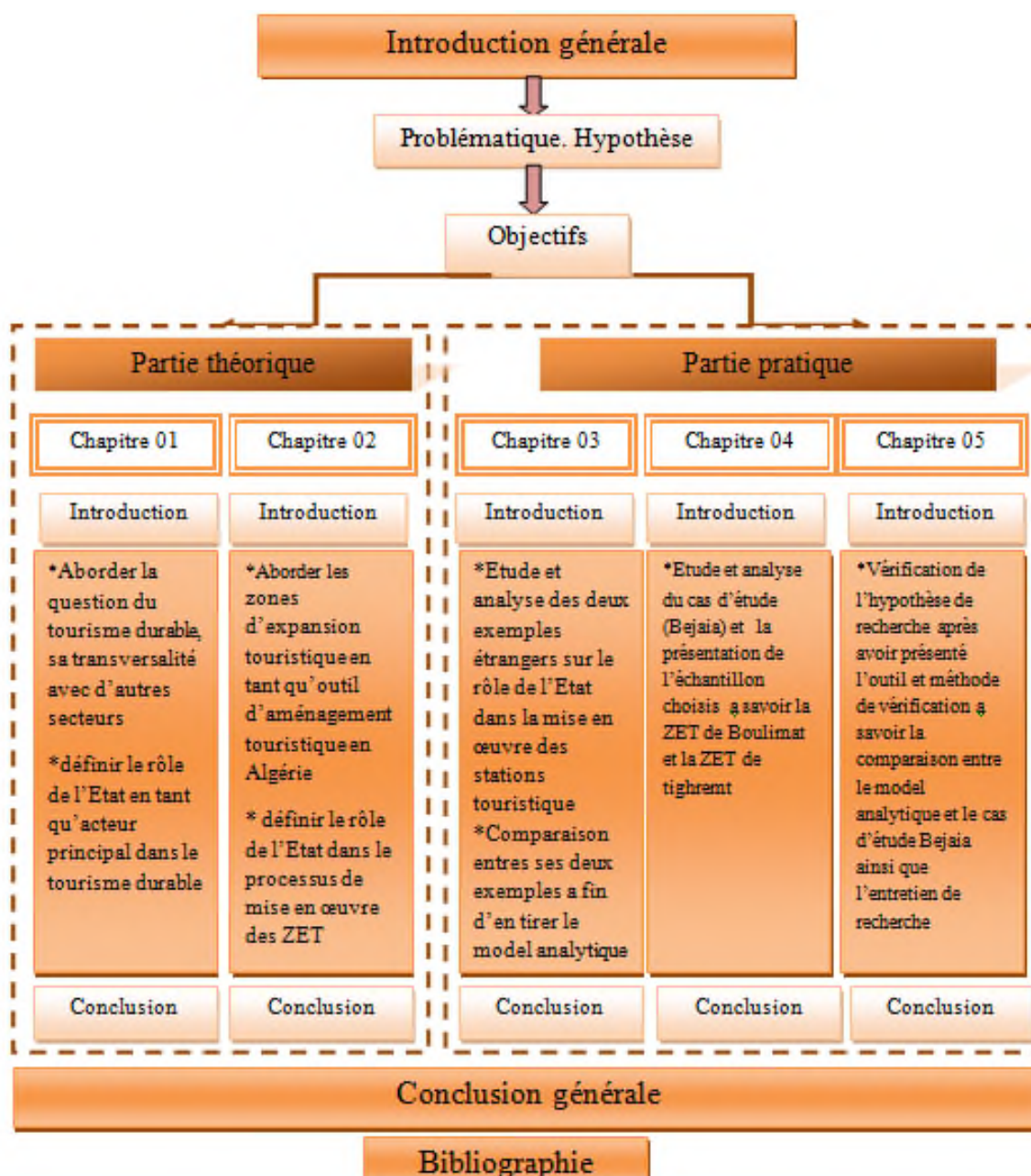


Figure 1 : structure du mémoire

Source : auteurs, 2017

Introduction :

Le tourisme est une activité qui a pris de l'ampleur dans de nombreux pays, par son apport important en économie, cependant, il a des impacts majeurs sur l'environnement ainsi que le bien-être et la culture des populations d'accueil. D'où la nécessité de rendre le tourisme plus doux et mettre⁵ terme au tourisme de masse et aboutir ainsi au tourisme durable.

L'État algérien prenant conscience de l'importance de ce secteur et de sa durabilité s'engage de ce fait à travers un vaste programme de réformes à mettre en place une politique nationale de développement touristique dynamique et porteuse de richesses.

Notre objectif à travers ce chapitre est de comprendre dans la première section ce qu'est le tourisme, son passage au tourisme durable, et tous les acteurs qui y s'impliquent, afin de déceler le rôle de l'État en tant qu'acteur principal et de l'étudier dans la deuxième section, en essayant de comprendre son engagement au tourisme ainsi que tous les moyens qu'il a entrepris en faveur du développement de ce secteur.

Section 01 : Le tourisme durable

Le tourisme durable n'est pas une forme de tourisme, mais un concept présentant des valeurs⁶ à intégrer dans un développement touristique, proposant de trouver un équilibre entre les piliers économiques, environnementaux et sociaux.

1-1. Du tourisme au tourisme durable :

Pour mieux saisir le concept du tourisme durable, il semble intéressant d'aborder la notion du « tourisme ».

- **Le tourisme :**

La définition du tourisme est modelable et varie d'un chercheur à un autre en fonction de leurs méthodes d'analyse. Pour l'organisation mondiale du tourisme (OMT), « Le tourisme est un déplacement hors de son lieu de résidence habituel pour plus de 24 heures, mais moins de 4 mois, dans un but de loisirs, un but professionnel (tourisme d'affaires) ou un but sanitaire (tourisme de santé) »⁶.

⁶LADJOUZI, Salim, ABDELLI, Farid, BOUZIDI, Yacine. Tourisme et développement durable : Cas de Béjaia. Mémoire de fin de cycle. Béjaia : Université Abrahmane Mire de Béjaia, 2013/2014. p.25

- **Le passage du tourisme au tourisme durable :**

Depuis les années 60, le tourisme s'est principalement développé en mettant en avant la composante économique essentiellement. Ceci s'est traduit par des investissements coûteux, en dur, sur des sites naturels. Les acteurs agissants étaient principalement des constructeurs, ingénieurs et économistes.

Aujourd'hui, on constate certains dysfonctionnements de ce système : endettement de certaines communes, transformation de sites en friches touristiques, produits non différenciés et mal adaptés à la demande, alternance entre saturation et absence de vie pendant plus de la moitié de l'année... la nécessité de réaliser de nouveaux produits, de restructurer, de rénover n'a pas été suffisamment pris en compte, créant un décalage entre l'offre et la demande.

On essaie de remédier à cet état de fait en réintégrant également les valeurs locales et traditionnelles, en vue d'un développement qualitatif. Le tourisme ne doit plus être assimilé qu'à une activité génératrice de profits. Il doit aussi être un moyen de transformation sociale, de rééquilibrage des régions et de protection de l'environnement.

Le développement touristique durable est celui qui prend en compte les trois critères essentiels de durabilité, à savoir l'environnement, le social (socioculturel) et l'économie. Il doit être supportable à long terme sur le plan écologique, viable sur le plan économique et équitable sur le plan éthique et social pour les populations locales.

La durabilité a donc depuis les années 70 et surtout depuis la fin des années 90, pris de plus en plus d'ampleur dans notre quotidien. Largement vantée par les médias, le « consommer durable » est devenue bien plus qu'une mode éphémère, transposée au tourisme, cette nouvelle manière de consommer a aussi connu son écho.

Le tourisme doit être évolutif et répondre aux besoins actuels et futurs prévisibles, en trouvant un équilibre entre le souhaitable et le réalisable, en s'intégrant dans une approche participative, associant à l'État et les autorités locales, les opérateurs privés et la société civile.⁷

- **Le tourisme durable :**

Le « tourisme durable » est un concept qui cherche à répondre aux défis environnementaux, économiques et sociaux d'un lieu donné, ainsi qu'à remédier aux problèmes engendrés par le tourisme. Il suit l'approche du « développement durable », (figure 2) et doit :

⁷CHABBI, Karima. Essai de l'exploitation de l'écotourisme dans la commune de Chetaibi. Mémoire en vue d'obtention d'un magistère en aménagement urbain. Annaba : Université Badji Mokhtar, 2011-2012.p.20

1. Exploiter de façon optimum les ressources de l'environnement qui constituent un élément clé de la mise en valeur touristique, en préservant les processus écologiques essentiels et en aidant à sauvegarder les ressources naturelles et la biodiversité.
2. Respecter l'authenticité socioculturelle des communautés d'accueil, conserver leurs atouts culturels bâtis et vivants et leurs valeurs traditionnelles et contribuer à l'entente et à la tolérance interculturelle.
3. Assurer une activité économique viable sur le long terme offrant à toutes les parties prenantes des avantages socioéconomiques équitablement répartis, notamment des emplois stables, des possibilités de bénéfices et des services sociaux pour les communautés d'accueil, et contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté⁸.

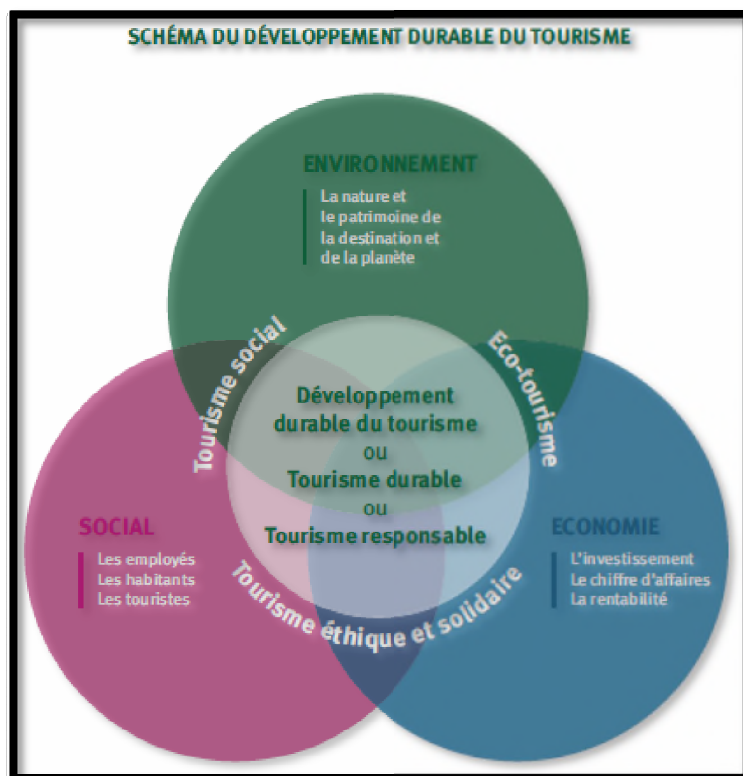


Figure 2 : schéma du développement durable du tourisme

Source : ACTEUR DU TOURISME DURABLE .le tourisme durable [en ligne].disponible sur :<<http://www.tourisme-durable.org/tourisme-durable/deinitions>>.[Consulté le 29 novembre 2016]

1-2.Le tourisme durable: un secteur de transversalité :

Une pratique touristique, quelle qu'elle soit, trouve son ancrage dans un territoire et est étroitement liée à l'organisation de ce dernier.

⁸Comité du développement durable du tourisme, aout 2004

Chapitre 01 : L'Etat acteur du développement du tourisme durable

De ce fait, parler de développement touristique c'est aussi parler, des modes de déplacements (autocars, voitures, train, avion, bateau...), des infrastructures (routes, gares, ports, aéroports, voies de chemin de fer...), de la ressource en eau et des énergies (chauffage, éclairage...), de la qualité du cadre de vie et de l'environnement (traitement des espaces publics...)

Le tourisme ne peut donc se concevoir sans son interdépendance avec les autres secteurs. La réussite de son développement est fortement liée à la prise en compte de sa dimension

« **transversale** ». Cela doit aussi répondre aux principes du développement durable et donc prendre en compte l'intérêt des générations futures⁹.

Cette transversalité se lit à travers des interactions entre différents domaines comme indiqué dans le tableau 1 ci-dessous :

Les domaines	Les interactions avec le tourisme
L'aménagement et l'environnement, l'habitat, l'urbanisme et les finances	La planification foncière dans le cadre des POS La maîtrise des impacts, la gestion des ressources et des flux
Les travaux publics et les transports	La création de voies d'accès et des modes de transports
L'eau énergie	L'utilisation de la ressource eau et des différents types d'énergie
L'enseignement et la formation professionnels	La formation du personnel
L'artisanat	Le développement de produits, la formation professionnelle, la création de réseaux de vente
La culture	La réhabilitation d'édifices comme les ksour et les sites antiques, la mise en valeur des traditions
Les collectivités locales et les affaires religieuses	L'exploitation des traditions et des fêtes religieuses
Le commerce, l'industrie et l'agriculture	La constitution d'une offre structurée et de qualité
Etc. (Tous les secteurs concernés)	

Tableau1 :Interaction de plusieurs domaines dans le tourisme

Source :Le Schéma directeur d'aménagement touristique de la wilaya de Béjaia (SDATW) 2025. P. 31

⁹Le Schéma directeur d'aménagement touristique de la wilaya de Béjaia (SDATW) 2025,p.30

1-3. Interaction de différents acteurs pour un tourisme durable :

Dans une activité touristique à démarche durable, l'intersectorialité et la transversalité des différents secteurs nécessitent la mobilisation d'un ensemble d'acteurs, et donc toutes les ressources et les compétences de l'activité touristique.

Une concertation efficace avec les principaux acteurs concernés, à savoir :

a- L'État :

L'État intervient pour soutenir les collectivités locales dans leur action de développement économique, en particulier dans le financement de projets renforçant l'attractivité d'un site (création de lieux d'attractivité, restauration de monuments, aide à l'implantation de l'entreprise, etc.) ou la construction d'infrastructure. Aussi l'État est en relation avec l'ensemble des éléments du système : il met en œuvre la politique d'aménagement du territoire de préservation de l'environnement.

b- Les défenseurs de l'environnement :

Les défenseurs de l'environnement s'inquiètent des impacts négatifs du tourisme, mais y voient également une source de revenus pour la conservation. Les défenseurs de l'environnement ont pour principal objectif, la protection de la nature, mais aussi mener des actions en faveur de l'amélioration des conditions de vie de l'homme sur terre.

c- Les touristes :

Les touristes recherchent des prestations de qualité dans un environnement sûr attrayant ils sont de plus en plus conscients des impacts de leur voyage. La plupart des impacts du tourisme résultent des activités du secteur privé et des touristes eux-mêmes. Il est cependant évident que les gouvernements doivent jouer un rôle de premier plan, si des progrès significatifs vers un tourisme durable sont attendus.

d- Le mouvement associatif :

Le mouvement associatif a été largement impliqué depuis plusieurs années à l'échelle nationale et internationale sur l'évolution des formes de tourisme responsable et solidaire. Cette contribution aux réflexions a été bien souvent enrichie par les expériences de terrain conduites par les organismes non gouvernementaux (ONG) sur divers sites ou les complémentarités entre développement des territoires et valorisations durable par le tourisme ont été recherchées.

De ce fait nous constatons le rôle important de l'État, comme intervenant dans tout projet de développement local et national notamment le développement touristique, en assurant l'interaction des acteurs contribuant au tourisme durable cité ci-dessus¹⁰.

Section 02 : Le rôle de l'Etat algérien dans le tourisme durable

Voulant valoriser les gisements naturels et culturels à travers la mise en tourisme de l'Algérie, et faire du tourisme une activité créatrice de richesses économiques, aux côtés du secteur des hydrocarbures à partir de la fin des années 90, afin de relever la situation économique du pays. L'État s'est engagé dans le tourisme, en établissant plusieurs politiques de développement touristique quelques années après l'indépendance du pays.

2-1. L'engagement de l'État dans le tourisme :

Ce n'est qu'en 1966 que l'activité touristique a fait l'objet d'une réflexion globale et à long terme en d'autres termes, c'est à cette date qu'une formulation d'une véritable politique touristique fût arrêtée, elle fixe les orientations principales suivantes :

- L'activité touristique a pour objectifs prioritaires, l'apport de devises, la création d'emplois et l'intégration de l'Algérie sur le marché international
- Les investissements touristiques doivent être centralisés
- Mise en place d'un système de formation hôtelière et touristique

Après la crise du pétrole à la fin des années 80 et au début des années 90, et l'enregistrement d'une grande diminution dans les revenus du pétrole. L'Etat vient d'établir une politique de développement pour le secteur du tourisme. La loi d'investissement de 1990, vient d'encourager l'investissement.

En janvier 2001, le ministère du tourisme a mis en œuvre une stratégie de développement durable du tourisme, horizon 2010.¹¹

Face aux défis et enjeux de mondialisation, le tourisme national a défini les grandes lignes de la stratégie de développement durable du tourisme en Algérie à l'horizon 2013. En 2006, le ministère a établi une nouvelle stratégie de développement touristique horizon 2015, les objectifs de cette stratégie consistent à consolider les indicateurs de croissance du tourisme enregistrés actuellement et fixer le taux de croissance du tourisme à un niveau supérieur à celui prévu pour l'économie nationale. Toute cette stratégie était traduite dans un instrument dénommé « Schéma Directeur de Développement et d'Aménagement Touristique Durable SDDATD ».

La législation Algérienne réaffirme la volonté de l'état de préserver l'environnement, d'améliorer le cadre de vie, de valoriser et surtout de pérenniser notre capital naturel et culturel,

¹⁰LADJOUI, Salim, ABDELLI, Farid, BOUZIDI, Yacine. Tourisme et développement durable : Cas de Béjaia. Mémoire de fin de cycle. Béjaia : Université Abrahmane Mire de Béjaia, 2013/2014. p.30

¹¹ Mémoire: Essai de l'exploitation de l'écotourisme dans la commune de Chetaibi, présenté par Chabbi Karima

cette stratégie a donné naissance d'un nouvel instrument dénommé « le Schéma Directeur d'Aménagement Touristique 2025 ».

2-2.Les moyens entrepris par l'Etat pour un tourisme durable :

L'État est le moteur du développement à la faveur de démarches qui visent à créer un environnement politique et juridique favorable et de programmes de développement adossés à la promotion de la qualité et la labellisation de la nouvelle Destination Algérie.

Dans le cadre du développement du tourisme durable, l'État algérien a fourni un ensemble de moyens juridiques, institutionnels, et outils d'aménagement, cités ci-dessous :

2-2-1.Les outils juridiques et réglementaires :

➤ La loi n°03-01 du 16 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 17 février 2003 relative au développement durable du tourisme :

La présente loi a pour objet de définir les conditions de développement durable des activités touristiques ainsi que les mesures et instruments de leur mise en œuvre.

- Ses objectifs économiques :

- la promotion de l'investissement et le développement du partenariat dans le tourisme.
- L'insertion de la destination "Algérie" dans le marché international du tourisme par la promotion de l'image touristique.
- La réhabilitation des établissements hôteliers et touristiques afin d'augmenter les capacités d'hébergement et d'accueil.
- La diversification de l'offre touristique et le développement de nouvelles formes d'activités Touristiques.

- Ses objectifs sociaux :

- l'amélioration de la qualité des prestations touristiques
- la satisfaction des besoins et des aspirations des citoyens en matière de tourisme, de détente et de loisirs.
- La promotion et le développement de l'emploi dans le tourisme.
- Le développement harmonieux et équilibré des activités du tourisme.

- Ses objectifs environnementaux :

- la contribution à la préservation de l'environnement, l'amélioration du cadre de vie et la valorisation du potentiel naturel, culturel et historique.
- La mise en valeur du patrimoine touristique national¹².

¹²Journal officiel de la république algérienne démocratique et populaire, correspondant au 19 février 2003. p.3

➤ **La loi n°2003-02 du 16 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 17 février 2003 fixant les règles générales d'utilisation et d'exploitation touristiques des plages :**

La présente loi a pour objet de fixer les règles générales relatives à l'utilisation et l'exploitation touristiques des plages.

- Ses objectifs sociaux :

- La protection et la valorisation des plages en vue de faire bénéficier les estivants de la baignade, de la détente et de toutes les prestations qui s'y rapportent.
- l'amélioration des prestations de séjour des estivants.
- la définition d'un système de loisirs intégré et compatible avec les activités balnéaires.

- Ses objectifs environnementaux :

- la réunion des conditions d'un développement harmonieux et équilibré des plages répondant aux besoins des estivants en matière d'hygiène, de santé, de sécurité et de protection de l'environnement¹³.

➤ **Loi n° 2003-03 du 16 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 17 février 2003 relative aux zones d'expansion et sites touristiques :**

La présente loi a pour objet de définir les principes et règles de protection, d'aménagement, de promotion et de gestion des zones d'expansion et sites touristiques.

- Ses objectifs économiques :

- L'intégration des zones d'expansion et sites touristiques ainsi que les infrastructures de développement des activités touristiques dans le schéma national d'aménagement du territoire.
- La préservation du patrimoine culturel et des ressources touristiques à travers l'utilisation et l'exploitation, à des fins touristiques, du patrimoine culturel, historique, culturel et artistique.

- Son objectif social :

- La création d'un bâti harmonieusement aménagé et adapté au développement des activités touristiques et la sauvegarde de sa spécificité.

- Ses objectifs environnementaux :

- L'utilisation rationnelle et harmonieuse des espaces et ressources touristiques en vue d'assurer le développement durable du tourisme.
- La protection des bases naturelles du tourisme¹⁴.

Ces lois sont accompagnées de différentes mesures réglementaires (décrets, ordonnances, arrêtées) afin d'assurer et de préciser certaines modalités d'application de la loi dont :

¹³Ibid. p.7

¹⁴Ibid. p.11

- Le décret exécutif n°2004-421 du 20 décembre 2004 fixant les modalités de consultation préalable des administrations chargées du tourisme et de la culture en matière de délivrance de permis de construire dans les zones d'expansion et sites touristiques.
- Décret exécutif n°2006-385 du 28 octobre 2006 fixant les modalités d'exercice, par l'agence nationale de développement du tourisme, du droit de préemption à l'intérieur des zones d'expansion et sites touristiques.
- Décret exécutif n°2006-477 du 14 décembre 2006 modifiant l'annexe du décret n° du novembre portant déclaration des zones d'expansion touristiques.
- Décret exécutif n°2007-23 du 28 janvier 2007 fixant les modalités de rétrocession ou de concession des terrains situés à l'intérieur des zones d'expansion et sites touristiques.
- Le décret exécutif n°2007-86 fixant les modalités d'établissement du plan d'aménagement touristique des zones d'expansion et sites touristiques¹⁵.

2-2-2.Les outils institutionnels et leurs rôles :

Afin de concrétiser la mise en tourisme ; l'État algérien a conféré de différentes missions à de multiples organismes qui sont de différentes échelles (centrale/locale) ; à savoir :

- Le ministère de l'Aménagement de territoire et du tourisme (MATT)

C'est l'entité gouvernementale responsable de l'exécution des services spécifiques à l'aménagement du territoire et du tourisme.

- L'agence nationale du développement touristique (ANDT)

C'est un organisme (de mise en œuvre) public créé par le ministère de l'aménagement du territoire, et du tourisme, il est chargé de la mise en œuvre et du suivi du développement touristique, et d'acquérir ; d'aménager de promouvoir de rétrocéder ou de louer des terrains aux investisseurs dans les zones d'expansion et sites touristiques aménagés, afin d'y réaliser des installations touristiques : chargé de l'aménagement des sept pôles et la conception des villages touristiques d'excellence.

- L'office national de tourisme (ONT) :

C'est un établissement public chargé d'encadrer la promotion touristique dont le statut, l'organisation et les missions sont définis par voie réglementaire.

Cet organisme porte également sur la recherche et l'étude de l'évolution des marchés touristiques internes et externes.

- l'office national des activités touristiques (ONAT) :

C'est une entreprise à caractère commercial, qui a en charge une activité d'intermédiation entre ceux qui offrent des services en Algérie et la demande potentielle à l'étranger. L'ONAT s'est

¹⁵Ibid. p.13

recentré sur son activité de base qui est celle d'organisateur de voyage, l'office national des activités touristiques compte 35 agences réparties à travers 25 wilayas

Ses principales missions sont :

- l'animation, la promotion et l'information touristiques.
- la participation aux opérations de promotion commerciale.
- la conception et la réalisation des programmes de manifestations touristiques liés à la politique de loisirs.
- la coordination avec les syndicats d'initiative du tourisme à travers le territoire national.

- La direction du tourisme et de l'artisanat (DTA) :

C'est une administration à l'échelle de la wilaya chargée du control et suivi des hôtels et agences de voyages et de la promotion pour l'investissement et l'accompagnement des porteurs de projets¹⁶. L'ensemble de ces institutions est récapitulé dans la figure3.

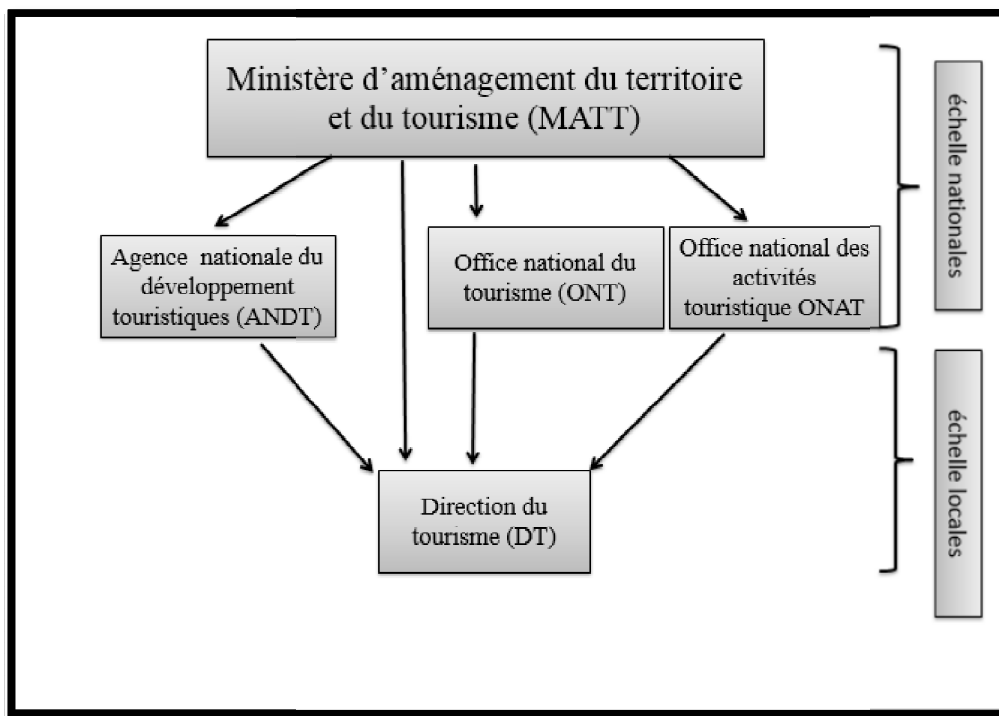


Figure 3: organigramme des différents organismes du tourisme

Source : réalisé par les auteurs, 2017

2-2-3. Les outils d'aménagement et de planification :

L'État algérien affirme sa volonté de valoriser le potentiel naturel, culturel et historique du pays et de le mettre au service de la mise en tourisme de l'Algérie dans le cadre d'un

¹⁶Journal officiel de la république algérienne démocratique et populaire, correspondant au 19 février 2003. P.14-16

développement durable, par son élaboration d'un instrument d'aménagement touristique qui est le schéma directeur d'aménagement touristique (SDAT) à l'horizon 2025.

- **Le SDAT :**

Le Schéma directeur d'Aménagement touristique « SDAT 2025 » est une composante du Schéma National d'Aménagement du territoire « SNAT 2025 » comme la figure 4 l'indique, lequel montre comment l'État compte assurer, dans un cadre de développement durable le triple équilibre de l'équité sociale, de l'efficacité économique et de la soutenabilité écologique à l'échelle du pays tout entier pour les vingt ans à venir.

Le Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) est de ce fait un instrument qui traduit et met en forme pour l'ensemble du territoire, comme pour chacune de ses parties, les orientations stratégiques d'aménagement durable du territoire¹⁷.



Figure 4 : Le SDAT 2025 composante du SNAT 2025

Source : Schéma directeur d'aménagement touristique « SDAT 2025 », livre2 le plan stratégique : les 5 dynamiques et les programmes d'actions touristiques prioritaires. p.65

Le Schéma directeur d'Aménagement touristique « SDAT » 2025 constitue le cadre stratégique de référence pour la politique touristique de l'Algérie. À sa faveur l'État en affichant sa vision du développement touristique national aux différents horizons à court terme (2009), moyen terme

¹⁷ Schéma directeur d'aménagement touristique « SDAT 2025 », livre2 le plan stratégique : les 5 dynamiques et les programmes d'actions touristiques prioritaires. p.45

(2015) et long terme (2025) dans le cadre du développement durable, afin de faire de l'Algérie un pays récepteur, en définissant ainsi les instruments de sa mise en œuvre et précise les conditions de sa faisabilité. Afin d'atteindre les objectifs suivants :

- Faire du tourisme l'un des moteurs de la croissance économique
- Impulser par un effet d'entraînement, les autres secteurs économiques
- Combiner promotion du Tourisme et Environnement
- Valoriser le patrimoine historique, culturel et cultuel
- Améliorer durablement l'image de l'Algérie.

Le Schéma directeur d'Aménagement touristique s'appuie sur cinq dynamiques :

- la première dynamique : Valoriser la destination Algérie pour accroître l'activité et la compétitivité
- la deuxième dynamique : Développer les pôles et villages touristiques d'excellence par la rationalisation de l'investissement.
- la troisième dynamique : Déployer un plan qualité tourisme.
- la quatrième dynamique : Promouvoir la transversalité et la cohérence dans l'action par l'articulation de la chaîne touristique et la mise en partenariat public-privé.
- la cinquième dynamique : Définir et mettre en œuvre un plan de financement opérationnel pour soutenir les activités touristiques et les développeurs et attirer les grands investisseurs et les tours opérateurs.

Après une lecture de ces cinq dynamiques et principalement la deuxième, nous constatons que c'est à travers des pôles touristiques que l'État Algérien compte structurer le territoire et de façonner l'image touristique du pays¹⁸.

- **Les pôles d'excellence touristique(POT) :**

Le pôle touristique est une combinaison sur un espace géographique donné de villages d'excellences touristiques doté d'équipements d'hébergement, de loisirs, d'activités touristiques et de circuits touristiques en synergie avec un projet de développement territorial.

Le pôle touristique est multidimensionnel, il intègre des logiques sociales (besoins primaires de la population), culturelles, territoriales (atouts du territoire), commerciales (prise en compte des attentes du marché).

Le développement de pôles d'excellence doit s'appuyer sur les potentialités touristiques de l'Algérie qui sont multiples. Il s'agit donc de développer les produits et les filières les plus

¹⁸Ibid. p14-15

représentatifs et les mieux adaptés à la demande selon le nouveau concept du tourisme algérien organisé autour de six segments¹⁹ :

1. Le balnéaire et le nautique.
2. Le tourisme de ville d'affaires (loisirs, fun shopping, affaires et de congrès).
3. Le tourisme saharien et de randonnée (les « SUDS »).
4. Le tourisme de soins, de santé et de bien être
5. Le tourisme culturel et le cultuel.
6. Les autres formes de tourisme (tourisme sportif, de détente, de loisirs et écotourisme), ou tourisme de niche.

Le SDAT 2025 définit sept pôles touristiques d'excellence (POT) situés sur les quatre coins cardinaux du pays, que nous pouvons voir dans la figure 5.

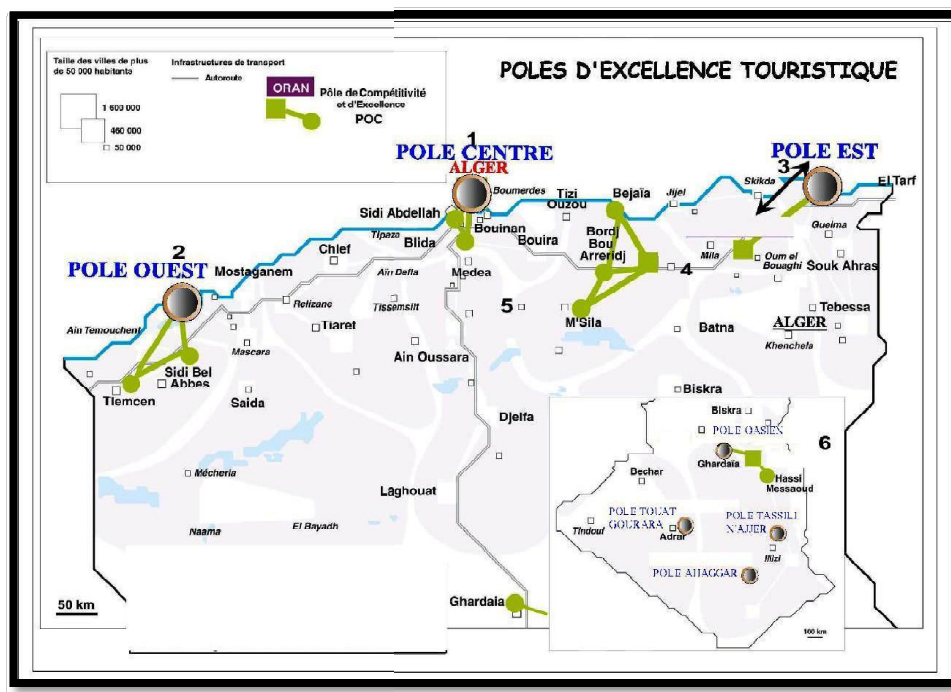


Figure 5: les 7 pôles d'excellence touristiques au niveau de l'Algérie

Source :Schéma directeur d'aménagement touristique « SDAT 2025 », livre2 le plan stratégique : les 5 dynamiques et les programmes d'actions touristiques prioritaires. p. 53

- **Les zones d'expansion touristiques : assiette foncière des pôles d'excellence touristiques (POT) :**

Le périmètre géographique des pôles d'excellence touristique peut intégrer une ou plusieurs zones d'expansion touristique (ZET). Ce périmètre est centré sur une thématique principale (tourisme saharien, tourisme balnéaire, tourisme de Soin et de santé), ces zones doivent être aménagées selon un plan spécifié dénommé le plan d'aménagement touristique²⁰.

¹⁹Ibid. p.44

²⁰Ibid. p.46

- **Le plan d'aménagement touristique (PAT):**

Le plan d'aménagement touristique représente un outil d'aménagement indispensable dans la mise en œuvre d'une zone d'expansion touristique (ZET).

Ces deux derniers outils (ZET, PAT) représentent notre objet d'étude, de ce fait nous tentons de les détailler dans le chapitre suivant

Conclusion :

Pour conclure ce chapitre, nous constatons dans la première section que le tourisme durable est un secteur qui nécessite l'interaction de plusieurs secteurs et l'implication de plusieurs acteurs socioéconomiques, à leur tête l'État.

Dans la deuxième section nous avons étudié l'engagement de l'État algérien dans l'évolution du tourisme durable en mettant en exergue de multiples moyens juridiques (lois et décrets exécutifs), institutionnels, et outils d'aménagement principalement le SDAT qui représente ainsi un acte par lequel l'État affiche son projet territorial en inscrivant dans sa deuxième dynamique des pôles d'excellences touristiques qui se composent de plusieurs zones d'expansion touristique (ZET), constituant ainsi l'unité de base pour tout investissement touristiques alimentant ces pôles. C'est pour leur importance que nous avons consacré le deuxième chapitre à l'étude des ZET, et atteindre notre objet d'étude qui est de déceler le rôle de l'Etat dans leur mise en œuvre.

Introduction :

Afin de concrétiser la mise en tourisme de l'Algérie, l'État Algérien a mis en œuvre un ensemble d'instrument spatial et d'aménagement qui concourt à l'exploitation et à la protection des zones ayant un potentiel touristique (naturel, culturel), notamment les zones d'expansion touristique (ZET) qui constituent l'assiette foncière de tout projet touristique qui sont aménagées conformément à un plan d'aménagement touristique (PAT)

Au cœur du présent chapitre, nous allons aborder dans la première section cette notion de zones d'expansion touristique, les objectifs de leur création, et l'importance du plan d'aménagement touristique (PAT) dans leur mise en œuvre. La deuxième section porte sur le processus de mise en œuvre de la ZET ainsi que l'intervention de l'État dans les différentes phases.

Section 01 : les zones d'expansion touristique en tant qu'outil d'aménagement en Algérie

L'aménagement touristique est défini comme étant un Ensemble des travaux de réalisation des infrastructures de base pour les espaces et les étendues destinées à accueillir des investissements touristiques. Il est matérialisé par des études qui fixent la nature des aménagements et la typologie des activités des infrastructures projetées.

L'aménagement touristique concourt également à l'exploitation rationnelle et à la protection des zones d'expansion et sites touristiques (ZET)¹ considérée comme étant une assiette servant en priorité aux projets d'aménagement touristique.

1-1. Les zones d'expansion touristique :

Selon l'article 2 de la loi 03-03 du 17 février 2003 relative aux zones d'expansion et sites touristiques, la ZET est définie comme suit : Toute région ou étendue de territoire jouissant de qualités ou de particularités naturelles, culturelles, humaines et créatives propices au tourisme, se prêtant à l'implantation ou au développement d'une infrastructure touristique et pouvant être exploitée pour le développement d'au moins une sinon plusieurs formes rentables de tourisme².

¹Journal officiel de la république algérienne démocratique et populaire, correspondant au 19 février 2003. p.3

²Ibid. p.3

1-2.Les objectifs de la mise en œuvre des ZET :

- Dans le but de concrétiser la mise en tourisme de l'Algérie, l'État Algérien a délimité, et déclaré les zones ayant des particularités pouvant contribuer au développement touristique, et veille sur leur préservation contre toutes les formes de pollution de l'environnement et de dégradation des ressources naturelles et culturelles.
- L'utilisation rationnelle et harmonieuse des espaces et ressources touristiques à l'intérieur des zones d'expansion touristique va assurer le développement durable du tourisme.
- La préservation du patrimoine culturel et des ressources touristiques à travers l'utilisation et l'exploitation, à des fins touristiques, du patrimoine culturel, historique et artistique.
- En leur contribuant un plan d'aménagement touristique (PAT) lors de leurs approbations, les ZET représentent un porte feuilles de foncier touristique que l'État va attribuer aux investisseurs demandant une assiette foncière pour réaliser leurs futurs projets touristiques.
- Le lancement de la deuxième dynamique du SDAT (schéma directeur de l'aménagement touristique) qui est la réalisation à travers le territoire national des pôles touristique d'excellence (POT) qui sont appelés à devenir des destinations phares et de véritables vitrines symboles de l'Algérie, ne peut se faire sans la création des zones d'expansion touristique car elles représentent le nid de tout investissement dans le secteur.
- La création d'un bâti harmonieusement aménagé et adapté au développement des activités touristiques et la sauvegarde de sa spécificité.³

1-3.La diversité des ZET à travers le territoire :

Nous comptons quatre types de zones d'expansion touristique variant d'une région à une autre en fonction de leur situation géographique, tenant compte et en valorisant les potentialités région qu'offre chacune de ces régions, à savoir :

- **Les ZET balnéaires :**

Toute zone délimitée et classée, située au bord de mer dont l'aménagement doit reposer sur l'exploitation rationnelle de ces potentialités, afin que les touristes puissent disposer d'activité liées au milieu marin.

³Journal officiel de la république algérienne démocratique et populaire, correspondant au 19 février 2003. P.11-16

- **Les ZET thermales :**

Toute zone délimitée et classée, située dans un environnement dotant d'eau de sources thermales de haute valeur thérapeutiques, son aménagement doit se reposer sur l'exploitation rationnelle de cette potentialité offrant ainsi des équipements de soins, de détente et de loisir.

- **Les ZET sahariennes :**

Toute zone délimitée et classée en milieu saharien reposant sur l'exploitation des différentes potentialités naturelles historiques et culturelles spécifiques au Sahara.

1-4.L' instrument d'aménagement des ZET :le PAT

Selon la loi 03-03 relative aux zones d'expansion et sites touristiques, l'aménagement et la gestion d'une zone d'expansion et d'un site touristique doivent intervenir conformément aux prescriptions du plan d'aménagement touristique élaboré par l'agence national du développement touristique (ANDT) dans un cadre concerté, et approuvé par voie réglementaire.

Le plan d'aménagement touristique, s'inscrit dans le cadre des instruments d'aménagement du territoire et de l'urbanisme. A ce titre, le plan d'aménagement touristique vaut permis de lotir pour les parties constructibles.

Le plan d'aménagement touristique, intègre :

- La protection de la beauté naturelle et des sites culturels dont la conservation constitue un facteur primordial d'attraction touristique,
- La réalisation, sur la base d'objectifs, d'investissements de nature à entraîner le développement multiforme des potentialités que renferment les zones d'expansion et sites touristiques.

Le plan d'aménagement touristique tient compte particulièrement :

- des spécificités et potentialités des régions,
- des besoins économiques et socioculturels,
- des obligations d'exploitation rationnelle et cohérente des zones et espaces touristiques.

Le plan d'aménagement touristique a, notamment, pour objectifs :

- de délimiter les zones urbanisables et constructibles
- de délimiter les zones à protéger
- de déterminer le programme d'activités à réaliser
- de fixer les fonctions compatibles et les investissements correspondants
- d'arrêter les aménagements structurants à réaliser

- d'élaborer le parcellaire destiné aux projets à entreprendre, en cas de besoin

Le plan d'aménagement touristique comprend :

- un règlement portant sur les droits à construire et les servitudes
- des plans techniques des aménagements et des infrastructures de base⁴

Section 02 : le rôle de l'État dans le processus de mise en œuvre des ZET

Etant l'acteur principal dans tout aménagement du territoire, l'État Algérien agit en premier plan dans l'élaboration d'une ZET tout en restant en interaction avec les différents acteurs de ce processus.

2-1.L'implication des différents acteurs aux cotés de l'État dans la mise en œuvre des ZET :

Dans une optique de développement durable, la mise en œuvre des ZET ne peut être qu'une synergie de différents acteurs, pour une prise en compte des trois sphères du développement durable.

Les acteurs sociaux	Les acteurs del'environnementaux	Les acteurs économiques
-Les citoyens sont impliqués lors de la première phase de l'élaboration des ZET, en proposant une zone à potentiel touristique, par le bien des mouvements associatifs - Ils ont une place importante dans la protection des ZET classées en cours d'attribution du PAT.	-Les ZET ont pour objectif la protection de leur aires grâce aux : -Directions de protection des forêts, les directions de l'agriculture... et cela en travaillant en concertation avec les institutions concernées dans chaque phase de la mise en œuvre des ZET.	-Le développement et la promotion des ZET ne peuvent se faire sans les investisseurs que seuls eux peuvent exploiter ce foncier pour réaliser des infrastructures touristiques conformément au plan d'aménagement touristique.

Tableau2 : Les différents acteurs aux cotés de l'Etat dans la mise en œuvre des ZET

Source : Réalisé par les auteurs, 2017

⁴Journal officiel de la république algérienne démocratique et populaire, correspondant au 19 février 2003. P.11-13

2-2.Les institutions engagées par l'État dans la mise en œuvre des ZET :

Afin de promouvoir l'investissement touristique et de rendre le produit touristique national plus compétitif, des mesures d'encouragement sont accordées par l'État notamment dans le domaine de la mise en œuvre des zones d'expansion et sites touristiques. Pour se faire l'Etat confie des missions à ses différentes institutions et à différentes échelles pendant tout le processus la mise en œuvre des ZET⁵ :

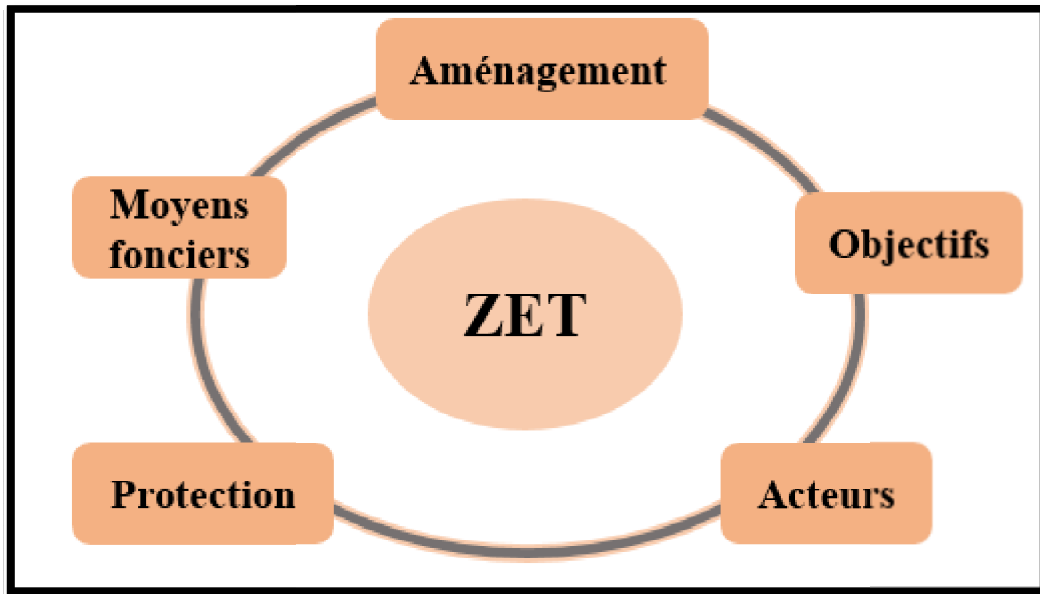


Figure 6 : le rôle de l'Etat algérien dans la mise en œuvre d'une zone d'expansion touristique

Source : réalisée par les auteurs, 2017

- **Les objectifs :**

Afin d'aboutir à une mise en œuvre d'une zet, l'Etat a fixé des objectifs à atteindre à savoir :

- L'utilisation rationnelle et harmonieuse des espaces et ressources touristiques en vue d'assurer le développement durable du tourisme ;
- L'intégration des zones d'expansion et sites touristiques ainsi que les infrastructures de développement des activités touristiques dans le schéma national d'aménagement du territoire ;
- La protection des bases naturelles du tourisme ;
- La préservation du patrimoine culturel et des ressources touristiques à travers l'utilisation et l'exploitation, à des fins touristiques, du patrimoine culturel, historique, culturel et artistique ;

⁵DEMMAD, Fetouma. Agence national du développement du tourisme (ANDT). Interviewé par l'auteur, le 30 novembre 2016 / Journal officiel de la république algérienne démocratique et populaire, correspondant au 19 février 2003. P.11-16

Chapitre 02 : Les zones d'expansion touristique : l'Etat acteur principal dans leur mise en œuvre

- La création d'un bâti harmonieusement aménagé et adapté au développement des activités touristiques et la sauvegarde de sa spécificité.
- En vue de la protection et de la préservation de leur vocation touristique, des parties du territoire national peuvent être délimitées zones d'expansion et sites touristiques.

- **Les acteurs de l'Etat :**

Afin d'assurer la mise en œuvre des ZET, l'Etat a confié cette mission à différents acteurs deux échelles à savoir :

- L'échelle nationale : ANDT

- L'échelle régionale : -DTA (les inspecteurs du tourisme, les architectes, les urbanistes...)

- Les officiers et agents de police judiciaire ;
- Les inspecteurs du tourisme ;
- Les inspecteurs de l'urbanisme ;
- Les inspecteurs de l'environnement.

- **La protection :**

En vue de protéger les zones d'expansion et sites touristiques l'Etat les a soumises, à ce titre, aux mesures de protection particulières :

- L'occupation et l'exploitation des terrains situés à l'intérieur de ces zones et sites dans le respect des règles d'aménagement et d'urbanisme,
- La préservation des zones d'expansion et sites touristiques contre toutes les formes de pollution de l'environnement et de dégradation des ressources naturelles et culturelles,
- L'interdiction de l'exercice de toute activité incompatible avec l'activité touristique.

Dans le cadre de l'exercice de leurs missions, les agents à l'échelle régionale sont habilités notamment à :

- accéder aux zones d'expansion et sites touristiques et aux chantiers de réalisation des infrastructures de base et de construction des équipements à l'intérieur de ces zones et de ces sites touristiques,
- vérifier les mesures de mise en œuvre des dispositions de la présente loi en matière de protection, d'aménagement et d'exploitation des zones d'expansion et sites touristiques,
- vérifier les documents relatifs aux opérations de concession et de cession de terrains touristiques aménagés, et les permis de construction prévus par la présente loi,
- vérifier la conformité des travaux réalisés avec le plan d'aménagement touristique et le cahier des charges ainsi que les plans d'architecture approuvés préalablement par l'administration chargée du tourisme.

Chapitre 02 : Les zones d'expansion touristique : l'Etat acteur principal dans leur mise en œuvre

- **Les moyens fonciers :**

-L'acquisition, la rétrocession ou la location aux investisseurs des terrains situés dans les zones d'expansion et sites touristiques destinés à la réalisation d'infrastructures touristiques sont confiés à l'Agence nationale de développement du Tourisme.

-L'Etat peut exercer un droit de préemption à l'intérieur des zones d'expansion et sites touristiques.

-Le foncier touristique constructible peut être acquis auprès des particuliers conformément à un accord amiable entre les parties.

Lorsque le recours à tous les autres moyens a abouti à un résultat négatif, l'Etat, à la demande du ministre chargé du tourisme, peut procéder à l'acquisition desdits terrains.

- **L'aménagement :**

-L'aménagement et la gestion d'une zone d'expansion et d'un site touristique doivent intervenir conformément aux prescriptions du plan d'aménagement touristique élaboré par l'administration chargée du tourisme dans un cadre concerté, et approuvé par voie réglementaire.

-L'élaboration des études, les travaux d'aménagement et la réalisation d'infrastructures des zones d'expansion et sites touristiques, incombent à l'Etat.

Conclusion :

Pour conclure ce chapitre, à travers ses deux sections, nous comprenons qu'une zone d'expansion touristique représente un porte-feuille de foncier touristique, elle a pour objectif de préserver et pérenniser le capital naturel et culturel dans le cadre du développement durable, diversifier l'offre touristique nationale notamment à travers les différents types de zone d'expansion touristique à savoir (Balnéaire, thermale, climatique et saharienne).

Pour la concrétisation de ces zones l'Etat intervient à travers de multiples organismes (ANDT, les DTA des wilayas concernées...) en leur conférant plusieurs missions lors des différentes phases de leur mise en œuvre, permettant aux investisseurs d'accéder au foncier touristique afin de réaliser des projets contribuant au développement touristique de l'Algérie.

Introduction :

L'industrie du tourisme est aujourd'hui devenue une activité mondialisée et un levier de développement pour les pays émergents et les pays développés. De nombreux pays à travers le monde ont érigé le tourisme au sommet de leurs politiques de développement, considéré comme un choix prioritaire pour amorcer la croissance, créer de l'emploi et garantir la prospérité.¹

Cette volonté se traduit par différentes politiques d'un pays à un autre. Le choix de nos exemples traités est justifié dans les deux sections du chapitre présent. La première section de ce chapitre traite le rôle de l'État français dans la mise en œuvre de la station touristique de la grande motte, nous avons abordé les acteurs de l'État français et leurs rôles dans le développement de cette station touristique. Par la suite, nous avons mis l'accent sur les moyens entrepris par l'État pour faciliter la mise en œuvre de cette station.

Quant à la deuxième section, elle est consacrée à l'analyse d'un deuxième exemple étranger, cette fois ci le rôle de l'État marocain dans la mise en œuvre de la station touristique d'Essaouira Mogador, suivant les mêmes objectifs de la section précédente.

Nous avons choisi d'analyser le rôle de l'état français et marocain dans la mise en œuvre de la station touristique de la grande motte et de la station Mogador dans le but de profiter de leur expérience, de les prendre comme exemple et de tirer les conclusions qui nous aideront par la suite dans la vérification de notre hypothèse, en les comparant au cas de ZET de Bejaia.

Section 01 : Le rôle de l'État français dans la mise en œuvre de la station touristique de la Grande Motte

1-1.Justification du choix de l'exemple de la Grande Motte :

Notre choix a été fait par rapport à ses deux points :

- La réussite touristique française ce qui fait d'elle l'une des premières destinations en termes d'arrivée touristique au niveau mondial ainsi qu'au niveau du bassin méditerranéen²
- Les caractéristiques naturelles notamment le climat de la station de la Grande Motte sont semblables à ceux de Bejaia se situant toutes les deux au bassin méditerranéen.

¹ BEN MASSOU, Mohamed. Quel tourisme pour le Maroc ? : Cas de la région MTA. Thèse de doctorat. Angers : Ecole doctorale: DEGEST, le : 11 Avril 2011. P.106.

²VLES, Vincent. Le projet de station touristique. Presses Universitaires De Bordeaux, Collection Leterritoireetses acteurs, 1996. P. 12.

1-2.Présentation de la station « la Grande Motte » :

La Grande Motte est une station balnéaire française appréciée pour ses plages de sablefin. Située dans la région du Languedoc-Roussillon, au département de l'Hérault à 18 km de Montpellier, elle possède 283 ha d'espaces verts, 20 km d'allées piétonnes et cyclables, et 6 km de plage de sable fin.

Sa création résulte d'une démarche volontariste de l'État visant à valoriser le potentiel touristique jusqu'alors inexploité du littoral du Languedoc-Roussillon en mettant en œuvre, au début des années soixante, une politique d'aménagement global de six stations balnéaires notamment celle de la grande motte.

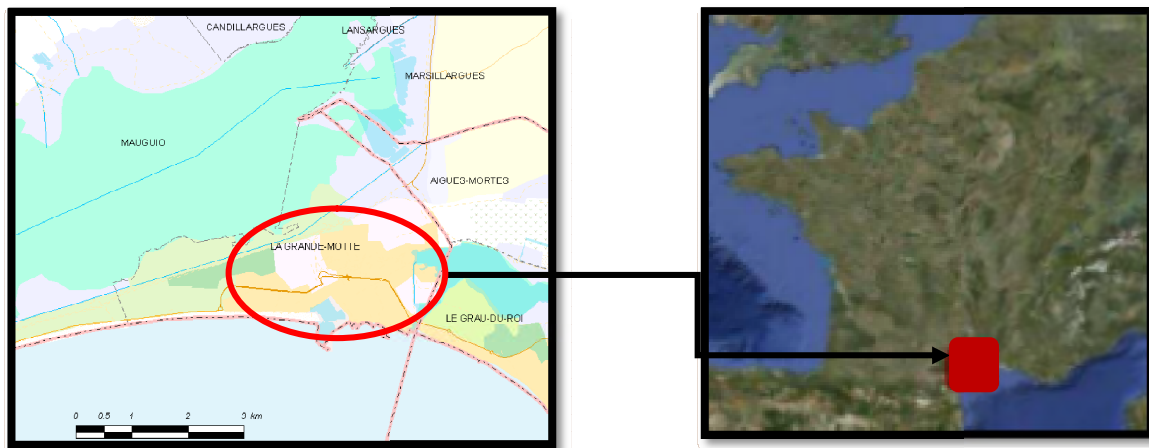


Figure 7 : Carte de la localisation de la Grande Motte

Source :Un héritage de l'État: La mission racine et les cités balnéaires du golfe du lion. p. 2.

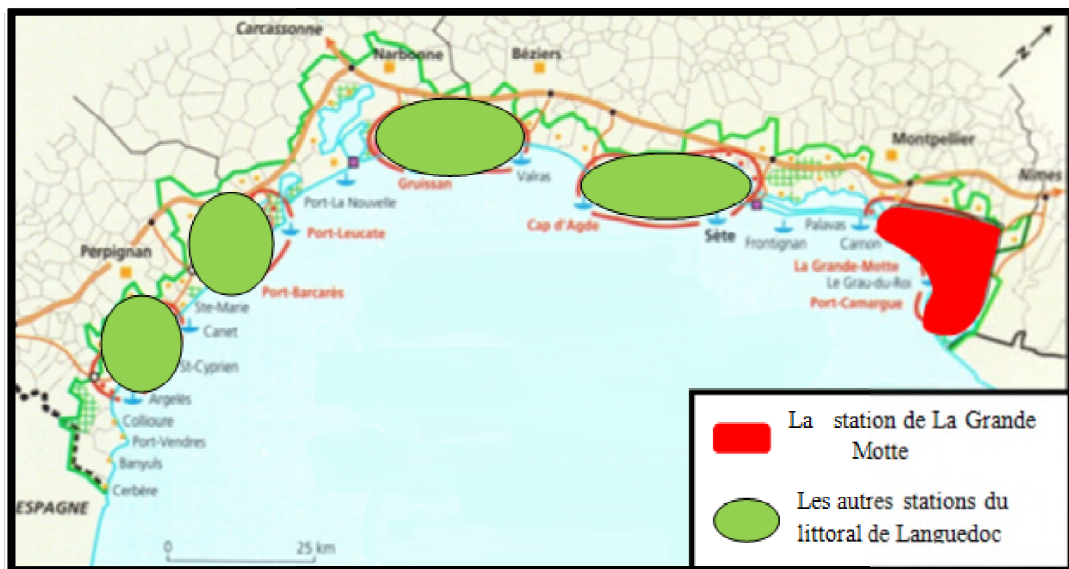


Figure 8: la situation de la station de la grande motte par rapport aux autres stations touristiques du littoral du Languedoc-Roussillon

Source : projet zéro Languedoc. p.3, Auteurs, 2017

Chapitre 03 :L'état de l'art sur le rôle de l'État dans la mise en œuvre d'une station touristique (France, Maroc)

La station de la Grande Motte est connue par sa richesse et diversité en termes d'équipement d'accueil (85 000 lits)et d'activité. Les différentes composantes de la station sont réparties selon les quatre points cardinaux ³ comme la figure ci-dessous le montre :

Au nord : -les villas

À l'est : -les résidences de vacances et les hôtels-résidences
-les activités sportives.

Au sud : -le port et l'étang du ponant.
- un quartier urbain dense injecté d'équipements et d'habitat.

À l'ouest : -un grand secteur réservé aux campings.

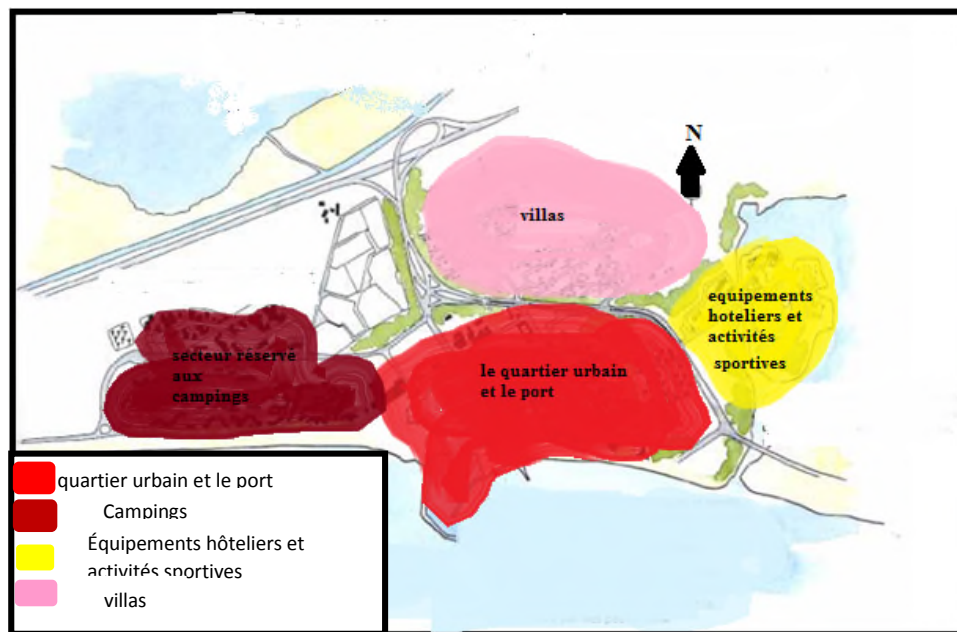


Figure 9 : carte des différentes composantes de la Grande Motte
Source : la Grande Motte citée des dunes. p.11, Auteurs, 2017.

1-3.Le rôle de l'État français dans la mise en œuvre de la station « la Grande Motte » :

Lors de la mise en œuvre de la station de la Grande Motte, l'État français affirme son rôle à travers différents acteurs, en leur attribuant des moyens dans le but dévaloriser le potentiel touristique de la région du Languedoc-Roussillon jusqu'alors inexploité par une politique d'aménagement globale, développer le tourisme par la captation des flux en direction de l'Espagne, et endiguer le développement touristique de la Côte d'Azur.⁴

³Le conseil d'architecture et d'urbanisme du département de l'Hérault. La Grande Motte citée des dunes, l'Hérault, décembre 2010. p 11.

⁴VLES, Vincent. Le projet de station touristique. Presses Universitaires De Bordeaux, Collection Le territoire et ses acteurs, 1996. p 185

Chapitre 03 :L'état de l'art sur le rôle de l'État dans la mise en œuvre d'une station touristique (France, Maroc)

1-3-1. Les acteurs de l'État intervenant dans la mise en œuvre de la station de la grande motte :

L'État français a confié des missions à différents acteurs, en vue de mettre en œuvre et de développer la station de la Grande Motte, ces acteurs interviennent à différentes échelles durant les différentes phases de leur mise en œuvre comme le tableau n°3 l'indique :

Phases de mise en œuvre de la station	Acteurs de l'État intervenant à différentes échelles			
	Nationale	Région	Département	Station
Règlementation	<u>Ministère:</u> DIT CNT FNAFU	<u>Ministère:</u> DRT	<u>Ministère:</u> DRT	<u>Ministère:</u> DRT
Étude, ingénierie et conseils	<u>Ministère :</u> DIT ONT	<u>Ministère :</u> DRT <u>Région :</u> CRT	<u>Département :</u> CDT -la mission racine - l'entente interdépartementale pour la démoustication	<u>Ministère équipement :</u> DDE <u>Environnement :</u> l'Office National des forêts et le Conservatoire de l'espace littoral - la mission racine <u>Commune :</u> -l'office du tourisme -SEM
Investissement	<u>Ministère :</u> DIT	<u>Région :</u> CRT	<u>Ministère :</u> CDAT Département : CDT	<u>Ministère :</u> CDAT <u>Commune :</u> Service de l'urbanisme et office du tourisme
Production de l'aménagement	<u>DATAR</u>	<u>Ministère :</u> -tourisme DRT -équipement : DRE environnement: DIREM -mission racine	<u>Ministère :</u> -tourisme DRT -équipement DDE <u>Département :</u> CDT SADH	<u>Ministère :</u> -tourisme DRT -équipement DDE <u>Commune:</u> Service de l'urbanisme Office du tourisme

Tableau 3 : Les acteurs de l'État intervenant dans la mise en œuvre de la station de la Grande Motte

Source : VLES, Vincent. Le projet de station touristique. Presses Universitaires De Bordeaux, Collection Le territoire et ses acteurs, 1996. p.135, Auteurs, 2017.

-Afin d'assurer le développement de l'offre et de l'investissement le **ministère** charge la **DIT** au niveau national et régional, il charge aussi les préfets et le **CDAT** au niveau départemental et au niveau de la station.

Au niveau de la région, du département et de la commune, plusieurs services sont mis à disposition afin de suivre la structuration de l'offre.

Chapitre 03 :L'état de l'art sur le rôle de l'État dans la mise en œuvre d'une station touristique (France, Maroc)

Phases de mise en œuvre de la station	Moyens entrepris par l'État			-Le minist ère charge
	Fonciers	Financiers	Outils d'aménagement	

la **DIT**, l'**ONT** au niveau national, le **DRT** au niveau régional pour réaliser une étude les départements sont dotés de **CDT** et les communes d'**un service de l'urbanisme** et de l'**office du tourisme**.

-Trois ministères sont chargés de la production de l'aménagement touristique à savoir le **ministère du Tourisme**, de l'**équipement** et le **ministère de l'Environnement**, ces derniers délèguent des missions à différents organismes qui interviennent au niveau national, régional, départemental et à l'échelle de la station. Ces zones d'intervention sont agrémentées d'autres organismes spécifiques à l'échelle d'intervention.

1-3-2.Les moyens entrepris par l'État en faveur de la mise en œuvre de la station de la grande motte :

Pour une mise en œuvre plus souple de la station de la Grande Motte, l'État français a mis en place des moyens (fonciers, financiers et outils d'aménagement) dans les différentes phases de leur mise en œuvre, comme le tableau n°4 l'indique :

Chapitre 03 :L'état de l'art sur le rôle de l'État dans la mise en œuvre d'une station touristique (France, Maroc)

Règlementation	-Droit de l'État de préemption des terrains après la création des ZAD -l'État exerce une politique d'acquisition de terrains sur l'ensemble du littoral de la région.		
Étude, ingénierie et conseils		-Attribution de l'État à la mission racine ainsi qu'à la SADH la somme de 800 millions de francs qui ont pour but : (aménagement.pdf page 8)	-Étude et élaboration du plan d'aménagement de la station par la mission racine
Investissement	- Entre 1964 et 1965, 2 820 hectares de terrains sont achetés par l'État.	-Assurer les études, les bilans financiers, les travaux -Réaliser les équipements administratifs, commerciaux, scolaires et sportifs.	
Production de l'aménagement		-Démarrer la station et chercher les premiers investisseurs.	
Promotion et commercialisation		-Conduire la commercialisation de la station.	

Tableau 4 : Les moyens entrepris par l'État pour la mise en œuvre de la station de la Grande Motte

Source : un héritage de l'État: La mission racine et les cités balnéaires du golfe du lion. p.3-10, Auteurs, 2017.

1-4.Les différentes phases d'aménagement de la station de la Grande Motte :

Afin de répondre aux objectifs que l'état français s'est fixé dans l'aménagement de la station de la grande motte, quatre opérations ont été suivies :

Chapitre 03 :L'état de l'art sur le rôle de l'État dans la mise en œuvre d'une station touristique (France, Maroc)

Première opération :

La démoustication, confiée à l'Entente Interdépartementale pour la démoustication (EID).

Deuxième opération :

La **SADH** assure les grands travaux d'équipements :

- Comblir les terrains marécageux
- Creuser les ports
- Construire les routes
- Amener l'eau, l'électricité
- Réseau d'assainissement



Figure 10 : La grande motte d'avant
Source : un héritage de l'État : La mission racine et les cités balnéaires du golfe du lion,

Troisième opération :

Dès le début de l'aménagement, une attention particulière a été prêtée à l'environnement avec l'**Office National des forêts et le Conservatoire de l'espace littoral**, à travers :

- La création des espaces verts
- Le reboisement par massifs avec des espèces adaptés au climat (chêne vert, pin d'Alep, cyprès)
- une distribution gratuite de centaines de milliers de plantes aux particuliers.
- Une lutte contre les baraques, cabanons, pailloles.... Pour raisons sanitaires et de sécurité.

Quatrième opération :

Le directeur de la **mission racine** a confié la construction de la station à Jean Balladur. Tout projet doit être soumis au visa préalable de Mr Balladur. L'architecte en chef a le droit de construire pour les promoteurs, les particuliers et les groupements sociaux, mais doit se tenir dans la limite de 10% des surfaces autorisées. Il a ainsi le moyen d'imprimer sa marque aux constructions qui donneront le ton à la station⁵.



Figure 11 : L'aménagement de la station de la Grande Motte
Source : Un héritage de l'État : La mission racine et les cités balnéaires du golfe du lion, p 11.

⁵Un héritage de l'État : La mission racine et les cités balnéaires du golfe du lion, p. 6-10

Synthèse :

Après avoir étudié le rôle de l'État français dans la mise en œuvre de la station de la Grande Motte, nous avons déduit les facteurs de mise en œuvre de cette action, à savoir :

- L'intervention de l'État français par le biais de plusieurs acteurs influant directement ou indirectement sur la mise en œuvre de cette station allant de la réglementation jusqu'à la promotion et la commercialisation, ceci à différentes échelles nationales, régionales, départementales et à l'échelle de la station.
- L'État français a mis en disposition de ses acteurs des moyens fonciers en facilitant l'accès au foncier touristique en exerçant une politique d'acquisition de terrains sur l'ensemble du littoral de la région et en achetant la totalité des terrains privés de la station.
- Concernant les moyens financiers, l'État français a attribué une aide financière à la mission racine qui est chargée de cette mise en œuvre, cette dernière a fait appel à une société d'aménagement en lui confiant la réalisation de tous les travaux d'équipement.

Section 02 : le rôle de l'État marocain dans la mise en œuvre de la station touristique d'Essaouira-Mogador

2-1.Justification du choix de l'exemple de la station Essaouira-Mogador :

Nous avons opté pour cette station pour les raisons suivantes :

- Le Maroc est pays voisin de l'Algérie tous les deux en voie de développement, mais il reste plus développé dans le secteur du tourisme.
- Contrairement à l'Algérie, le Maroc a réussi la mise en œuvre de plusieurs stations touristiques.

2-2.Présentation de la station d'Essaouira-Mogador:

Mogador Essaouira est une station balnéaire au bord de l'océan atlantique, située au sud de la ville d'Essaouira qui se situe au sud-ouest du pays.

Le projet de cette station fait partie du plan Azur, inscrit dans le vaste projet de l'État pour la relance du tourisme national à l'horizon 2010, les enjeux touristiques de la station immenses et prometteurs, outre le site, une activité multiforme y sera déployée avec, à la clé, un tourisme intelligent, la nature et la culture.

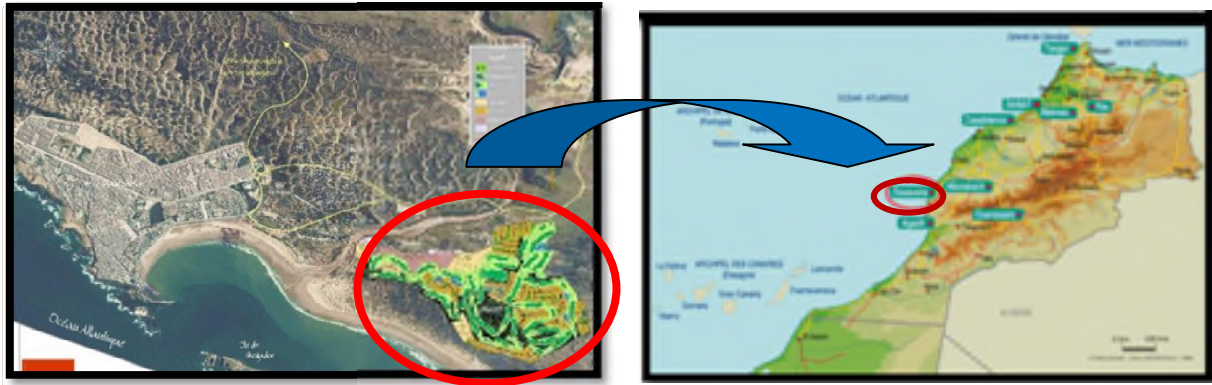


Figure 12 : carte de la localisation de la station Essaouira-Mogador
Source : Station balnéaire de Mogador à Essaouira Maroc, P 1.

2-3.Le rôle de l'État marocain dans la mise en œuvre de la station « Mogador » :

Lors de la mise en œuvre de la station Mogador, l'État marocain affirme son rôle à travers différents acteurs, en leur attribuant des moyens dans le but de créer un bassin d'emplois durable et une dynamique d'investissement au profit de la population d'Essaouira, de créer une station de nouvelle génération et un site de référence pour la promotion d'un tourisme intelligent, porteur de sens et de valeurs, respectueux de l'environnement, de valoriser la végétation existante et les ressources hydriques et de positionner le Maroc parmi les premières destinations touristiques mondiales.

2-3-1.Les acteurs de l'étatmarocain intervenant dans la mise en œuvre de la station d'Essaouira-Mogador :

Afin de mettre en œuvre la station touristique Mogador, l'État a confié des missions à différents acteurs, ces acteurs interviennent sous différentes échelles durant les différentes phases de leur mise en œuvre comme le tableau n°5 l'indique :

Chapitre 03 :L'état de l'art sur le rôle de l'État dans la mise en œuvre d'une station touristique (France, Maroc)

Phases de mise en œuvre de la station	Acteurs de l'État intervenant à différentes échelles		
	National	Région	Station
Réglementation	Le conseil Supérieur de l'Aménagement du Territoire		<u>Commune touristique</u> : Office du tourisme et le service d'urbanisme
Étude, conseil, ingénierie	SMIT	CRT CRI	<u>Commune touristique</u> : Office du tourisme et le service d'urbanisme
Production de l'aménagement			
Investissement	ONT	CRT FNT CRI	<u>Commune touristique</u> : Office du tourisme et le service d'urbanisme
Promotion et commercialisation	ONMT ONT	CRT CRI	

Tableau 5 : Les acteurs de l'État intervenant dans la mise en œuvre de la station d'Essaouira-Mogador

Source : BEN MASSOU, Mohamed. Quel tourisme pour le Maroc ? : Cas de la région MTA. Thèse de doctorat. Angers : Ecole doctorale : DEGEST, le : 11 Avril 2011. p.160-166, Auteurs, 2017.

Après la lecture du tableau, nous avons déduit les points suivants :

Au niveau national :

L'ONT, le SMIT et l'ONMT remplissent toute une panoplie de missions spécifiques. L'ONT a pour rôle essentiel l'analyse de l'économie touristique nationale par la collecte, le traitement et la publication des informations fiables relatives au tourisme ainsi que la réalisation d'enquêtes sur le terrain, de statistiques et la contribution à la promotion du développement touristique national. Le SMIT se charge de la réalisation d'études pour la mise en œuvre de la stratégie de développement du Tourisme et l'ONMT a pour mission principale la promotion et la commercialisation des produits touristiques du Maroc à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Au niveau régional :

L'état a chargé des acteurs qui influencent directement ou indirectement la politique du tourisme et de l'aménagement touristique au niveau régional. On distingue le CRT, le CRI et le FNT.

Chapitre 03 :L'état de l'art sur le rôle de l'État dans la mise en œuvre d'une station touristique (France, Maroc)

Ces organismes interviennent lors de la structuration de l'offre, l'étude et la promotion touristique régionale.

Au niveau de la commune :

Le conseil communal participe dans la politique locale d'aménagement du territoire. Il examine et vote un projet de plan de développement communal, préparé par le président du conseil communal. À cet effet, il prend toutes les mesures à contribuer à la valorisation de son potentiel économique et engage les actions nécessaires à la promotion et à l'encouragement des investissements privés.

2-3-2.Les moyens entrepris par l'État au niveau local en faveur de la mise en œuvre de la station Mogador :

Afin d'assurer la mise en œuvre de la station d'Essaouira-Mogador, des moyens financiers et fonciers sont mis à disposition par l'État marocain durant les différentes phases de leur mise en Œuvre (tableau n°6), tout en chargeant des acteurs en collaboration avec une société d'aménagement dans le but d'atteindre des objectifs dans le cadre du plan Azur.

Chapitre 03 :L'état de l'art sur le rôle de l'État dans la mise en œuvre d'une station touristique (France, Maroc)

Phases de mise en œuvre de la station	Moyens entrepris par l'État		
	Fonciers	Financiers	Outils d'aménagement
Étude, ingénierie et conseils			-Élaboration du plan d'aménagement de la station de Mogador suivant les orientations du plan AZUR
Investissement			
Production de l'aménagement	-Cession par l'Etat du foncier à l'aménageur à un prix incitatif	- financière de 560 Millions d'euros à la SAEMOG (un consortium composé de 3 investisseurs : le belge Thomas & Piron à hauteur de 34%, Risma à hauteur de 33%, et enfin la société foncière Colbert-Orco développement) afin de : -réaliser les infrastructures « In-site » L'État a versé une aide -réaliser des infrastructures « Hors site » (eau potable, électricité, réseau routier)	

Tableau 6 : Les moyens entrepris par l'État marocain pour la mise en œuvre de la station d'Essaouira-Mogador
Source :L'ATELIER SOCIETE D'ARCHITECTE SA. Station touristique de MOGADOR à Essaouira Maroc [en ligne].2011.
Disponible sur « <http://www.wbarchitectures.be/fr/architects/> », [consulté le 11 janvier 2017], Auteur, 2017.

2-4.Les différentes phases d'aménagement de la station Essaouira Mogador:

L'idée maîtresse de ce projet est avant tout de protéger ce site exceptionnel, le respecter et l'enrichir, la préservation de l'environnement de la station touristique qui semble avoir été le souci majeur du projet : pas une dune ne sera abîmée, très peu d'arbres coupés et plus de mille arbres seront plantés. L'aménagement de la station s'est fait en trois phases, dont deux seulement sont achevées et la dernière en cours de réalisation.⁶

⁶L'ATELIER SOCIETE D'ARCHITECTE SA. Station touristique de mogador à Essaouira Maroc [en ligne].2011.
Disponible sur « <http://www.wbarchitectures.be/fr/architects/> », [consulté le 11 janvier 2017].

La première phase :

La SAEMOG a chargé le maître d'œuvre 'l'atelier d'architecte SA' d'élaborer le plan d'aménagement de la station en question suivant les orientations du plan AZUR à savoir :

- Faible densité (20 à 40 lits/ha)
- Hauteur des constructions limitée (R+2 au maximum)
- Coefficient d'occupation du sol faible maximum de 0.3
- Occupation des domaines publics hydrauliques et maritimes contrôlée
- Création d'espaces verts (environ 10% de la surface)
- la SAEMOG consiste à l'aménagement d'infrastructures hors site (eau potable, électricité et réseau routier).

La deuxième phase :

La réalisation d'une partie du programme de la station, dont quatre hôtels haut de gamme, des résidences et un golf de 36 trous opérationnels (figure n°13).



Figure 13 : Les différents équipements de la station d'Essaouira-Mogador

Source : L'ATELIER SOCIETE D'ARCHITECTE SA. Station touristique de MOGADOR à Essaouira Maroc [en ligne].2011. Disponible sur « <http://www.wbarchitectures.be/fr/architects/> », [consulté le 11 janvier 2017], Auteurs, 2017

Synthèse :

L'étude du rôle de l'État marocain dans la mise en œuvre de la station de Mogador nous a permis de ressortir les facteurs de la mise en œuvre de cette action à savoir :

- L'État marocain assure sa mise en œuvre de la station de Mogador à travers différents acteurs ayant pour chacun une ou plusieurs missions, ces derniers interviennent à différentes échelles nationale, régionale et à l'échelle de la station, ceci a permis d'atteindre les objectifs préalablement définis dans le plan d'AZUR.

Chapitre 03 : L'état de l'art sur le rôle de l'État dans la mise en œuvre d'une station touristique (France, Maroc)

- La cession par l'Etat du foncier touristique à l'aménageur à un prix incitatif, ce qui a encouragé les investisseurs à projeter leurs projets.
- Pour la concrétisation de cette station l'Etat marocain a fait appel à une société d'investisseurs étrangers en leur conférant une aide financière pour la réalisation des infrastructures insite et horssite.

Section 03 : Comparaison entre la station de la Grande Motte et la station Mogador

Afin de tirer les facteurs nécessaires pour la mise en œuvre d'une station touristique, nous allons procéder à une comparaison entre les différents exemples analysés précédemment (français, marocain)

Le tableau ci-dessous (tableau n°7) résume le rôle de l'État (français et marocains) dans la mise en œuvre d'une station touristique.












		✓		Existence				Absence			
Rôle de l'État	Exemples analysés										
	Français					Marocain					
	Les phases d'intervention										
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	
En termes d'échelle d'intervention des différents acteurs de l'État	N R D S	N R D S	N R D S	N R D S	D S	N S	N R S	N R S	N R S	N R	
En termes de Moyens fonciers	✓								✓		
En termes de Moyens financiers		✓	✓	✓	✓			✓	✓		
En termes d'Outils d'aménagement		✓		✓			✓		✓		

Tableau 7 : Comparaison entre le rôle de l'Etat français et marocain dans la mise en œuvre des stations touristiques

Source : Auteurs, 2017.

Phases de mise en œuvre :

(1) Règlements / (2) Étude, ingénierie et conseils / (3) Investissement / (4) Production de l'aménagement / (5) Commercialisation

Échelle :

Nationale (N) / Régionale (R) / Départementale (D) / Station (S)

Chapitre 03 :L'état de l'art sur le rôle de l'État dans la mise en œuvre d'une station touristique (France, Maroc)

Après la comparaison entre les exemples étudiés, nous avons tiré **les facteurs nécessaires pour la mise en œuvre d'une station touristique** dans le tableau suivant (tableau n°8) à savoir :

Cas d'étude Rôle de L'État : facteurs de réussite	Marocain et français
Échelles d'intervention des acteurs de l'Etat	-Multitude d'acteurs intervenant assurant la mission déléguée par l'État. -Ces acteurs interviennent à différentes échelles : nationale, régionale, et locale, facilitant la concertation des différents acteurs.
Moyens fonciers	-L'Etat exerce une politique d'acquisition de terrain et une cession du foncier à l'aménageur à un prix incitatif. -Le droit de l'État à la préemption de terrain.
Moyens financiers	-Financement de l'État les études et la réalisation des travaux de viabilisation et de certains équipements.
Outils d'aménagement	-L'État assure l'étude et élaboration du plan d'aménagement touristique

Tableau 8 : Récapitulation du rôle de l'Etat français et marocain dans la mise en œuvre des stations touristiques
Source : Auteurs, 2017.

En termes d'échelle d'intervention des différents acteurs de l'État :

Suivant l'analyse faite et la comparaison entre les différents exemples on déduit que l'État marocain et l'État français interviennent tous les deux à différentes échelles en allant du national à la station à travers les acteurs qu'ils délèguent à fin d'assurer leurs rôles ce qui permet une concertation entre les différents acteurs intervenant et une application souple et facile des différentes missions de l'État.

En termes de moyens fonciers :

L'État marocain et l'État français ont mis à disposition des moyens fonciers qui sont différents l'un des autres à savoir (l'application d'une politique d'acquisition de terrains sur l'ensemble du littoral de la région et en achetant la totalité des terrains privés de la station pour l'État français ainsi que la cession par l'État marocain du foncier touristique à l'aménageur à un prix incitatif), mais qui converge tous vers une facilité d'accès au foncier ainsi que pour encourager les investisseurs à projeter leurs projets.

En termes de moyens financiers :

Les deux États ont mis à disposition des moyens financiers qui sont différents les uns des autres à savoir (l'attribution de l'État français à la mission racine ainsi qu'à la SADH la somme de 800 millions de francs qui ont pour but d'aménager et d'assurer les études et une enveloppe financière de 560 millions d'euros à la SAEMOG à fin de réaliser les infrastructures « in-site » ainsi que la viabilisation des terrains (eau potable ,électricité , réseau routier). Pour l'État marocain, ses moyens financiers ont permis d'alimenter les frais de réalisation et de faciliter leurs mises en œuvre.

En termes d'outils d'aménagement :

Les deux États ont mis à disposition des outils d'aménagement à savoir (l'élaboration du plan d'aménagement de la station Mogador suivant les orientations du plan d'azur pour l'État marocain et l'élaboration du plan d'aménagement de la station de la grande motte par l'État français) ses outils d'aménagement on permet de rationaliser l'usage des terrains de la station ainsi de cadrer leurs aménagements.

Conclusion :

L'analyse de l'État de l'art traité dans ce chapitre nous a poussés à comprendre l'importance du rôle de l'État français et l'État marocain dans la mise en œuvre des stations touristiques de la Grande Motte et de Mogador Essaouira.

Dans la première section, nous avons abordé le rôle de l'État français dans la mise en œuvre de la station de la Grande Motte, ou nous avons déduit l'importance de son intervention.

Dans la deuxième section, nous avons abordé le rôle de l'État marocain dans la mise en œuvre de la station de Mogador Essaouira, ou nous avons aussi déduit l'importance de son intervention.

Cette analyse a mis en lumière les facteurs de la mise en œuvre des deux stations, à savoir le rôle important des deux États français et marocain et leur implication durant tout le processus de mise en œuvre, et cela à travers leur intervention à différentes échelles en chargeant de multiples missions à plusieurs acteurs qui interviennent, tout en mettant à leur disposition des moyens fonciers, financiers et outils d'aménagement contribuant ainsi à la réussite de la mise en œuvre des stations en question.

Dans la troisième section, nous avons fait une comparaison entre le rôle de l'État français et le rôle de l'État marocain dans la mise en œuvre de leur station touristique dans un but bien précis est celui de faire ressortir les facteurs qui ont mené à l'aboutissement de ces stations touristiques. Ces facteurs nous seront utiles lors de la vérification de notre hypothèse en les comparant à notre cas d'étude.

Introduction :

Bejaia est une ville à potentialités touristiques naturelles et culturelles, actuellement peu et mal valorisées. En vue de relancer le secteur touristique dans la wilaya de Bejaia, l'Etat a mis en place plusieurs zones d'expansion touristique réparties sur le long de son littoral. L'objectif de cette analyse est de mettre l'accent sur les potentialités de Bejaia et les zones d'expansion touristique de la ville de Bejaia ainsi que les différents acteurs intervenant dans leur mise en œuvre.

Nous avons divisé ce chapitre en deux sections, la première est consacrée à la présentation des potentialités touristiques de la wilaya de Bejaia, ainsi que la situation actuelle de ces quatorze zones d'expansion touristique et dans la deuxième nous aborderons les ZET de Tighremt et Boulimat) Notamment leurs états actuels, le processus de leur mise en œuvre, ainsi que les acteurs intervenant dans leur mise en œuvre.

Section 01 : Présentation de la wilaya de Bejaia et ses zones d'expansion touristiques (ZET)

1-1. La présentation de la wilaya Bejaia :

La wilaya de Bejaia est située au centre-Est Algérien, sur le littoral méditerranéen. La wilaya occupe une position géographique stratégique. Elle est limitée administrativement A l'Est par la wilaya de Jijel, à l'Ouest par Tizi-Ouzou et Bouira, au Sud par les wilayas de Sétif et Bordj Bou Arreridj et au Nord par la mer méditerranéenne¹.

1-2. Les potentialités touristiques de la wilaya :

La wilaya de Bejaia dispose des richesses naturelles remarquables, elle est connue pour être une région balnéaire par excellence avec 100 km de littoral, des plages de sable fin et des criques rocheuses, de somptueuses montagnes, des forêts d'altitude, des aires protégées (Parc National du Gouraya), de grandes vallées, de magnifiques sites pittoresques, des lacs et des sources thermales. Les milieux naturels abritent le développement de loisirs, du tourisme et de la recherche, ils offrent d'importantes opportunités pour le développement durable.

Elle dispose également d'un patrimoine matériel et immatériel riche et diversifié, des sites exceptionnels tels que les sites historiques ou archéologiques².

¹ Le schéma directeur d'aménagement touristique de la wilaya de Béjaia (SDATW) 2025. P.44

² Ibid. p.45

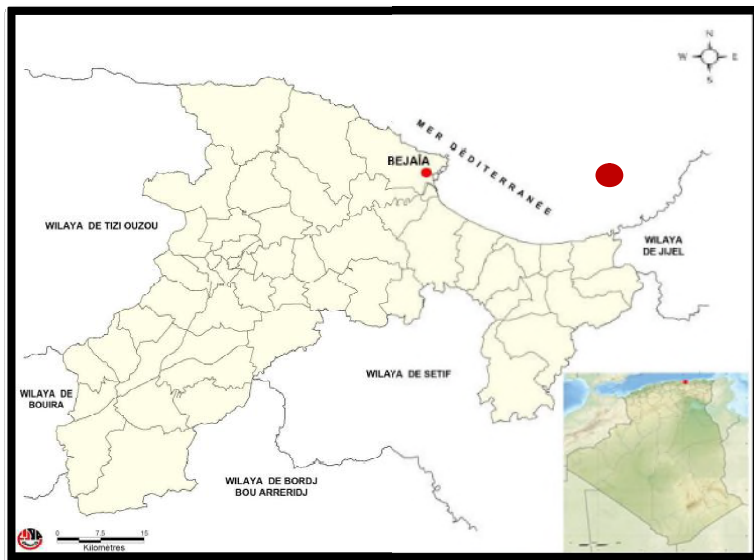


Figure 14 : Carte de la situation géographique de la wilaya de Béjaïa

Source: Le Schéma directeur d'aménagement touristique de la wilaya de Béjaïa (SDATW) 2025

1-3. Le secteur du tourisme dans la wilaya de Bejaïa :

La wilaya de Bejaïa recèle des fortes potentialités touristiques de par sa situation géographique privilégiée et ses importantes ressources naturelles et touristiques avérées qui constituent des atouts indéniables et une réelle prospérité en cas d'exploitation judicieuse pendant les quatre saisons de l'année.

L'un des atouts majeurs qui donne à Bejaia sa vocation touristique réside dans son relief (Mer, montagne, forêts), ajouter à cela une zone côtière avec de véritables curiosités, constituent des potentialités touristiques.

La wilaya de Bejaïa est l'une des régions du pays à présenter un fort potentiel offrant différentes formes de tourisme (Balnéaire, thermal, culturel et de montagne). Un porte feuille foncier touristique décrété en ZET encouragé d'avantage les investisseurs dans le tourisme.

Le développement touristique de la wilaya est mis en œuvre à travers les zones Z.E.T (Zones d'expansion touristique), sept (07) pour la côte Ouest et quatre (04) pour les Côtes Est³.

1-4. Situation actuelle des ZET de Bejaia :

La wilaya de Bejaia présente 14 ZET situées sur le littoral comme la figure 15 l'indique :

³Ibid . p.49

Chapitre 04 : L'état des lieux des zones d'expansion touristique à Bejaia (Boulimat et Tighremt)

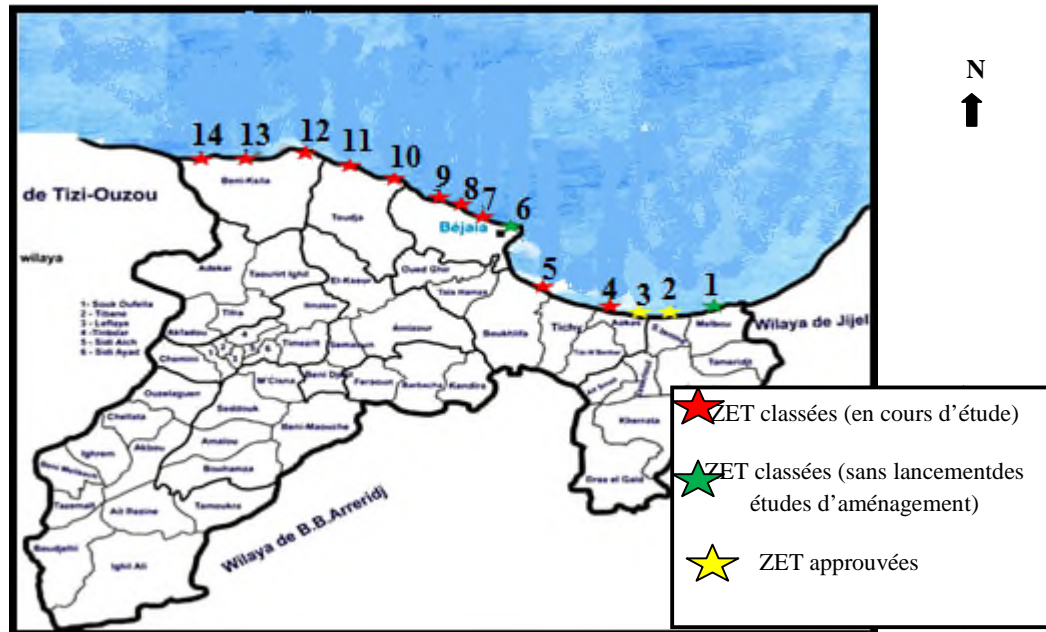


Figure 15 : Situation des 14 ZET de Bejaia

Source: HAMCHAOU, Amirouche. Situation des ZET Présentation Béjaia 07-09-2016 :, Auteurs, 2017

Dix (10) de ces ZET sont classées en cours d'étude, deux (2) classées sans lancement d'études d'aménagement et deux (2) autres ZET (Agerioun et Aokas) approuvées bénéficiant d'un plan d'aménagement⁴ ceci est indiqué dans le tableau ci-dessous (tableau n°9) :

ZET	Surfaces	Année de classement	ZET classées (en cours d'étude)	ZET classées (non lancement des études d'aménagement)	ZET approuvées
Falaises (1)	33HA	1988		×	
Agerioun (2)	32HA	1988			×
Aokas (3)	62HA	1988			×
Oued zitouna(4)	90.5HA	2010	×		
Acherchour(5)	50HA	1988	×		
Gourayasud est(6)	134HA	1988		×	
Adrar imoula(7)	61HA	1988	×		
Boulimat(8)	74HA	1988	×		
Pointe des moules(9)	52HA	1988	×		
Tighremt(10)	29HA	2010	×		
Oued dass(11)	105HA	1988	×		
Acif N'taida(12)	82HA	1988	×		
PointeK'sila1(13)	30HA	1988	×		
PointeK'sila(14)	391HA	2010	×		

Tableau 9 : Situation actuelle des 14 zones d'expansion touristique de Béjaia

Source : Réalisé par les auteurs, 2017

⁴HAMCHAOU, Amirouche. Situation des ZET, Présentation Béjaia 07-09-2016. p26

Chapitre 04 : L'état des lieux des zones d'expansion touristique à Bejaia (Boulimat et Tighremt)

Dans le tableau n°10, nous avons mis l'accent sur l'état d'avancement de chaque ZET de Bejaia.

Parmi les ZET classées en 1988 seulement deux (Aokas et Agrioun) sont en phase de réalisation, ayant pour chacune un PAT approuvé, huit autres (Boulimat, Acherchour, Adrar Imoula, Pointe des Moules, Oued Dass, Acif N'Taida, Pointe Ksila, Pointe Ksila1) en phase de protection dont les études d'aménagement sont lancées, enfin les deux dernières de la même année sont en phase de protection et aucune étude de leur aménagement n'a été lancée.

Concernant les ZET classées en 2010 (Tighremt et Oued Zitouna), leurs études d'aménagement sont lancées étant toujours en phase de protection.

Etat d'avancement ZET	Les différentes phases de mise en œuvre				
	Classement	Protection	Aménagement		Promotion
			Etudes	Réalisation	
Aokas					
Agrioun					
Boulimat					
Gouraya Sud-est					
Les Falaises					
Acherchour					
Adrar Imoula					
Pointe des Moules					
Oued Dass					
Acif N'taida					
Pointe K'sila 1					
Pointe K'sila 2					
Tighremt					
Oued Zitouna					

Tableau 10: L'état actuel des 14 zones d'expansion touristique de Béjaia
Source : Réalisé par les auteurs, 2017

Section 02 : Le rôle de l'État dans la mise en œuvre des ZET de Boulimat et Tighremt

Notre étude est portée sur l'analyse de deux ZET parmi les quatorze ZET de Béjaia, à savoir la ZET de Boulimat et la ZET de Tighremt qui sont en phase de protection et d'étude d'aménagement comme l'indique le tableau n°10.

Les deux ZET de Boulimat et de Tighremt se situent respectivement dans la commune de Béjaia et de Toudja comme mentionné dans la figure n° 16.



Figure 16 : Situation de la ZET de Boulimat et de la ZET de Tighremt

Source:Source: HAMCHAOU, Amirouche. Présentation Béjaia 07-09-2016 : Situation des ZET, Auteurs, 2017

2-1. la ZET de Boulimat:

La ZET Boulimat se situe dans la commune de Bejaia,cette ZET est limitée au Nord par la mer méditerranée, au Sud par la route nationale N24, et à l'Est par une forme rocheuse située à 100 m de la pointe Boulimat.

La ZET Boulimat est d'une superficie de 74ha dont 3,10km de linéaire côtier, elle a été classée le 05 novembre 1988 selon le décret exécutif n° 88-232 portant déclaration des zones d'expansion touristique⁵.

⁵Idem. p.29

Chapitre 04 : L'état des lieux des zones d'expansion touristique à Bejaia (Boulimat et Tighremt)

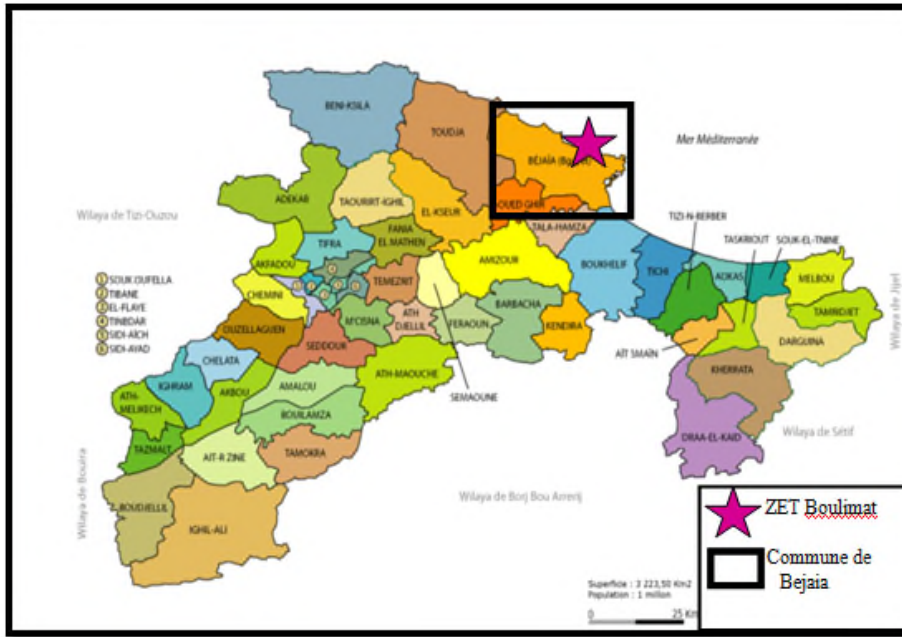


Figure 17: Situation de la ZET de Boulimat dans la commune de Bejaia

Source:Source:HAMCHAOU, Amirouche. Présentation Béjaia 07-09-2016 : Situation des ZET, Auteurs, 2017

- **Accessibilité :**

La ZET de Boulimat est accessible par trois accès dont l'accès ouest est dans un état détérioré.

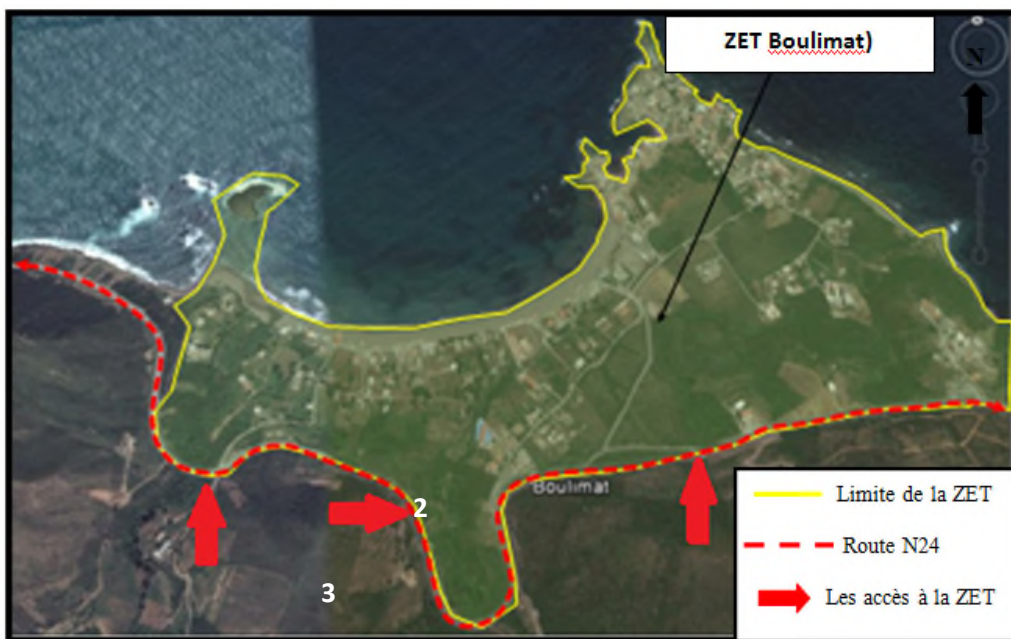


Figure 18 : Les accès à la ZET de Boulimat

Source:Source:HAMCHAOU, Amirouche. Présentation Béjaia 07-09-2016 : Situation des ZET, Auteurs, 2017



Figure 19 : L'accès n°1



Figure 20 : L'accès n°2

Source: Réalisé par les auteurs, 2017



Figure 21 : L'accès n°3

Source: Réalisé par les auteurs, 2017

- **Nature juridique du foncier de la ZET de Boulimat:**

La nature juridique des terrains du site relève principalement de propriétés privées avec un pourcentage de 87,18%. En seconde position arrive le domaine public avec 12,86% et ensuite. Nous retrouvons la superficie de chaque domaine dans le tableau ci-dessous⁶:

Statut juridique	HA	ARE	CA	Taux%
Domaine public	10	158	144	12,82%
Propriété privé	78	85	56	87,18%
Superficie totale	90	45	00	100%

Tableau 11: Nature juridique de la ZET de Boulimat

Source :HAMCHAOU, Amirouche. Présentation Béjaia 07-09-2016 : Situation des ZET

⁶HAMCHAOU, Amirouche. Présentation Béjaia 07-09-2016 : Situation des ZET . p.48

- **L'occupation actuelle de la ZET :**

La ZET comporte plusieurs constructions illicites et quelques hôtels à vocation touristique⁷.

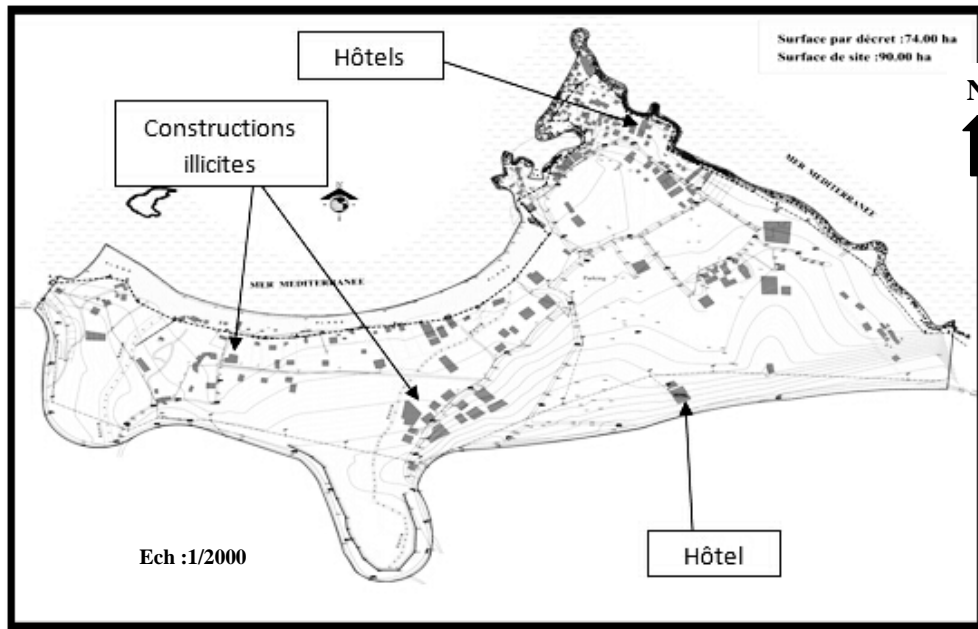


Figure 22 : Carte représentant l'occupation actuelle de la ZET de Boulimat

Source : HAMCHAoui, Amirouche. Présentation Béjaia 07-09-2016 : Situation des ZET, Auteurs, 2017



Figure 23 : Constructions illicites

Source: Réalisé par les auteurs, 2017



Figure 24 : Hôtel



Figure 25 : Hôtels en bord de mer

Source: Réalisé par les auteurs, 2017

⁷Idem. p.36

Chapitre 04 : L'état des lieux des zones d'expansion touristique à Bejaia (Boulimat et Tighremt)

Le nombre total de construction présente sur le site est de 105 constructions illicites dont la moitié des constructions soit 57.14% construites sur les propriétés privées et l'autre moitié soit 42.86% construites sur le domaine public.

Statut juridique	Nombre de construction	Taux%
Domaine public	45	42,86%
Propriété privé	60	57,14%
Total des constructions	105	100%

Tableau 12 : La nature juridique du bâti à l'intérieur de la ZET de Boulimat

Source: HAMCHAOUI, Amirouche. Présentation Béjaia 07-09-2016 : Situation des ZET

- **Projets d'investissement :**

Avant l'obtention du plan d'aménagement touristique la ZET de Boulimat se voit recevoir des projets d'investissement à savoir : un projet d'un village touristique, un projet de résidence touristique et l'aménagement d'un hôtel. En parallèle à ces projets d'investissement certains hôtels demandent la régularisation de leurs biens.

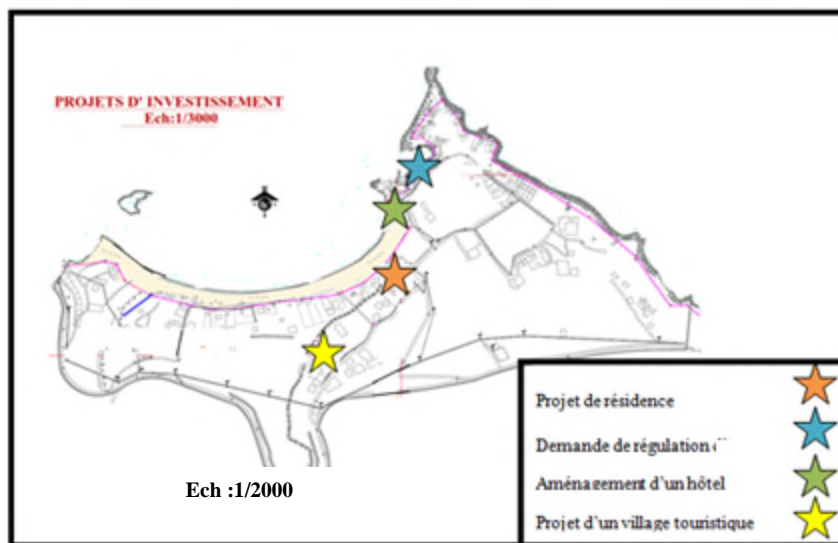


Figure 26 : situation des projets d'investissement

Source:HAMCHAOUI, Amirouche. Présentation Béjaia 07-09-2016 : Situation des ZET, Auteurs, 2017

2-2.la ZET de Tighremt :

La ZET de Tighremt se situe dans la commune de Toudja cette ZET est limitée Au Nord par la mer méditerranée, au Sud par la RN 24, à l'Ouest par oued Meraïd et à l'Est par oued nt'tighzert.

Chapitre 04 : L'état des lieux des zones d'expansion touristique à Bejaia (Boulimat et Tighremt)



Figure 29: accès n°1



Figure 30: accès n°2

Source: réalisé par les auteurs, 2017

• Nature juridique du foncier de la ZET de Tighremt :

La nature juridique des terrains du site relève principalement du domaine privé de l'état avec un pourcentage de 60,28% puis vient le domaine public maritime avec un pourcentage de 20,24% et enfin la propriété privée avec 19,48%⁹.

Statut juridique	Superficie			Taux%
	HA	ARE	CA	
Domaine public	05	26	48	20,24
Domaine privé de l'état	15	68	06	60,28
Propriété privée	05	06	80	19,48

Tableau 13: Nature juridique de la ZET de Tighremt

Source: HAMCHAOU, Amirouche. Présentation Béjaia 07-09-2016 : Situation des ZET, Auteurs, 2017

⁹Idem. p.61

Chapitre 04 : L'état des lieux des zones d'expansion touristique à Bejaia (Boulimat et Tighremt)

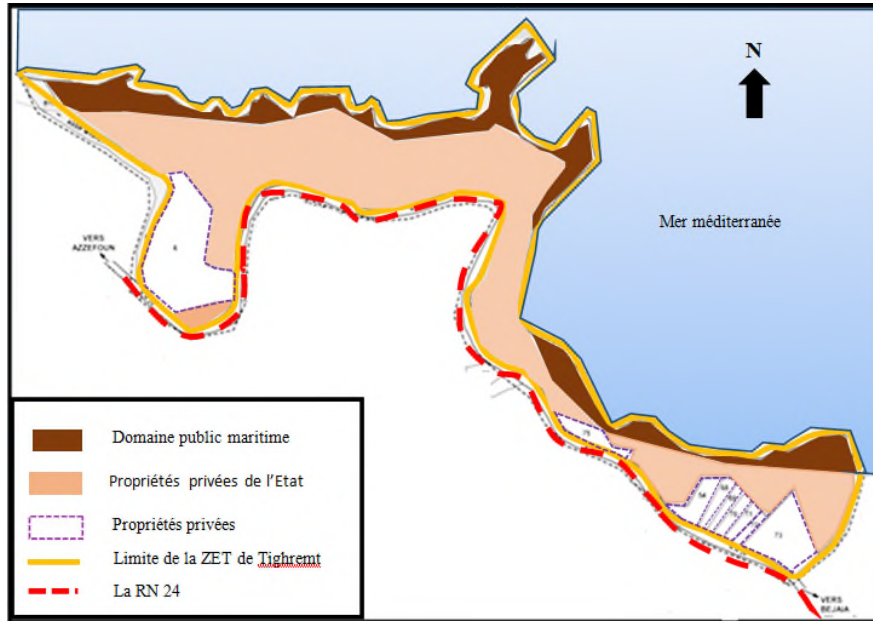


Figure 31 :Nature juridique du sol (conforme au bornage établi par le cadastre)

Source :HAMCHAOU, Amirouche. Présentation Béjaia 07-09-2016 : Situation des ZET, Auteurs, 2017

Afin de mieux comprendre la nature juridique de la ZET de Tighremt, la zone a été divisée en 12 ilots répartis selon les différents domaines existants à savoir le domaine privé de l'état, domaine public et propriété privée, que nous allons retrouver dans les figures ci-dessous :

Section	Ilots	Statut juridique	Superficie		
			HA	ARE	CA
06		Domaine public	05	26	48
	10	Domaine privé de l'état	11	31	04
	30	Domaine privé de l'état	04	08	40
	05	Domaine privé de l'état	00	28	62
	06	Propriété privée individuelle	02	52	36
	54	Inconnu	00	35	87
	68	Propriété privée indivision	00	19	79
	69	Propriété privée indivision	00	18	09
	70	Inconnu	00	19	06
	71	Propriété privée individuelle	00	14	39
	72	Propriété privée individuelle	00	10	93
	73	Propriété privée individuelle	01	00	33
	75	Propriété privée individuelle	00	34	18
	Total		26	01	34

Tableau14 :Nature juridique de la ZET de Tighremt

Source :HAMCHAOU, Amirouche. Présentation Béjaia 07-09-2016 : Situation des ZET, Auteurs, 2017

- **L'occupation actuelle de la ZET:**

La ZET comporte plusieurs constructions illicites comme la carte ci-dessous l'indique :

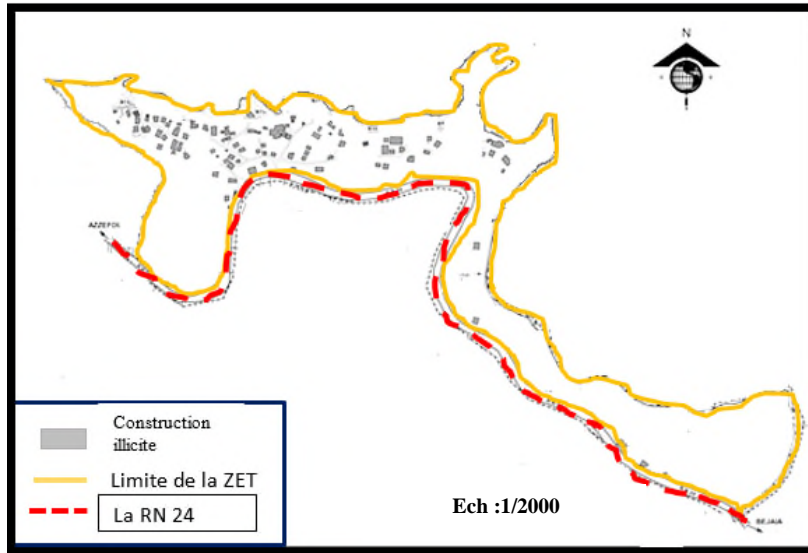


Figure 33: Constructions illicites
Constructions illicites en bord de mer



Source: Réalisé par les auteurs, 2017

Les constructions présentes sur le site sont des constructions illicites principalement à 89.74% sur le domaine privé de l'état, 6.41% du total des constructions illicites sont réalisées sur les propriétés privées et 3.5% sur le domaine public.¹⁰

¹⁰HAMCHAOU, Amirouche. Présentation Béjaia 07-09-2016 : Situation des ZET. p.65

Chapitre 04 : L'état des lieux des zones d'expansion touristique à Bejaia (Boulimat et Tighremt)

Statut juridique	Nombre de constructions	Taux %
Domaine public	03	3,85
Domaine privé de l'état	70	89,74
Propriété privée	05	6,41

Tableau15 : La nature juridique du bâti à l'intérieur de la ZET de Tighremt

Source :HAMCHAOU, Amirouche. Présentation Béjaia 07-09-2016 : Situation des ZET

• Projets d'investissement :

Avant l'obtention du PAT la ZET de Tighremt se voit recevoir un projet situé à la limite Est de la ZET, il s'inscrit dans le cadre de l'investissement avec une thématique résidentielle.

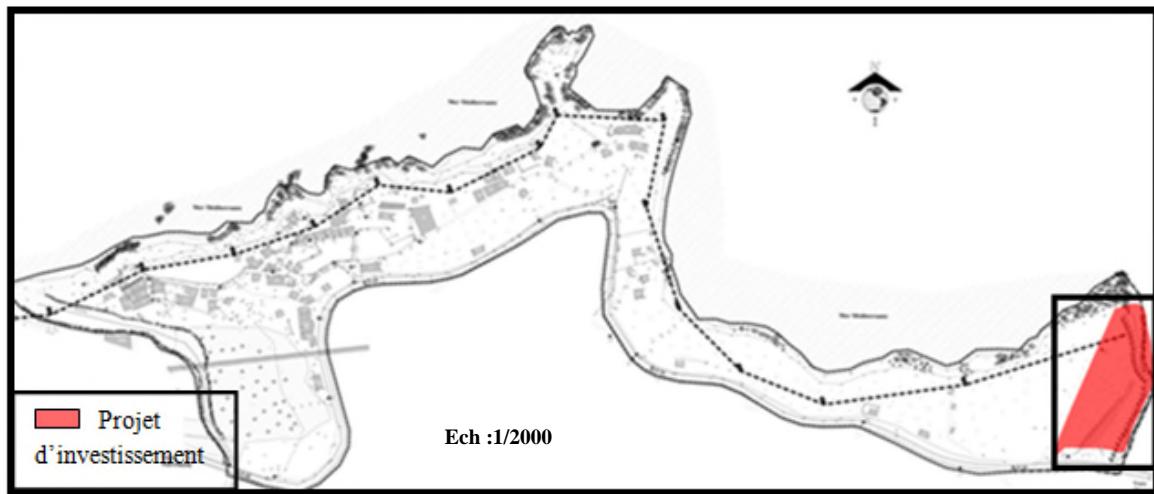


Figure35 :Situation du projet d'investissement

Source :HAMCHAOU, Amirouche. Présentation Béjaia 07-09-2016 : Situation des ZET, Auteurs, 2017

Implanté sur un terrain de 19 310 m². Il regroupe des bungalows, des aires de jeux, un stade, parking, et des aires de repos¹¹.



Figure36 :Le projet d'investissement par la voie du CALPIREF

Source :HAMCHAOU, Amirouche. Présentation Béjaia 07-09-2016 : Situation des ZET

¹¹Idem . p.68

2-3. Le rôle de l'Etat dans la mise en œuvre des ZET de Boulimat et Tighremt :

L'Etat a intervenu dans la mise en œuvre des ZET à travers ses différents acteurs influant différentes phases de ce processus comme l'indique le tableau n°16. Les acteurs intervenants dans les deux ZET sont les mêmes à l'exception de l'ANDT qui avait pour appellation ENET jusqu'en 1990 à savoir :

- **Le classement :**

L'ENET (entreprise nationale d'étude touristique) a procédé à l'étude de délimitation et de classement de la ZET de Boulimat.

Ministère de la culture et du tourisme a classé la ZET par le décret exécutif n°88-232 du 05 novembre 1988.

L'ANDT (agence nationale du développement du tourisme) a procédé à l'étude de délimitation et de classement de la ZET de Tighremt.

Ministère du tourisme et de l'artisanat a classé la ZET par le décret exécutif n°10/131 du 29/04/2010.

- **La protection :**

Les deux ZET sont submergées de constructions illicites quelques une verbalisées, remarquant ainsi le manque de suivis de la **DTA** (les inspecteurs du tourisme) **les officiers et agents de police judiciaire, les inspecteurs de l'urbanisme, les inspecteurs de l'environnement** in situ.

- **L'étude d'aménagement :**

L'ANDT (agence nationale du développement touristique) a chargé la **Direction du tourisme de Bejaia** pour le lancement de l'étude du PAT (plan d'aménagement touristique) confié par la suite à un bureau d'étude.

- **L'aménagement :**

La ZET de Boulimat et de Tighremt ne bénéficient pas de plan d'aménagement touristique qui traduit les orientations liées au développement de ces ZET et son aménagement. En attente de l'approbation de ce plan la direction du tourisme et de l'artisanat (**DTA**) a attribué des terrains aux investisseurs pour recevoir leurs projets d'investissement à l'intérieur de la ZET après l'aval de **L'ANDT**¹².

¹²BETKA, Nora. Service d'investissement de la direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya de Béjaia, Interviewé par l'auteur le 5 janvier 2017

Chapitre 04 : L'état des lieux des zones d'expansion touristique à Bejaia (Boulimat et Tighremt)

Phases Rôle de l'état		Classement	Protection	Etude d'aménagement	Aménagement
Acteurs de l'état	Echelle Nationale	ENET (Boulimat) ANDT (Tighremt) Ministère de la culture et du tourisme		ENET (Boulimat) ANDT (Tighremt)	
	Echelle De la Wilaya			DTA	
	Echelle Locale				
Moyens fonciers					DTA a attribuées terrains aux Investisseurs (Avant le PAT)
Moyens financiers				L'état assure financièrement l'étude en attribuant une enveloppe financière au maitre d'ouvrage concerné (BET)	
Outils d'aménagement				PAT en cours d'étude	

Tableau16 : Le rôle de l'Etat dans la mise en œuvre des ZET de Boulimat et de Tighremt

Source : réalisé par les auteurs, 2017

Conclusion :

D'après l'analyse de l'état des lieux des zones d'expansion touristique de Bejaia nous synthétisons que :

Dans la première section d'après la présentation de la wilaya de Bejaia et ses potentialités nous constatons que cette dernière occupe une place stratégique vue sa situation et les potentialités remarquables présentant un fort potentiel permettant différentes formes de tourisme (Balnéaire, thermal, culturel et de montagne).

Nous avons également abordé dans cette section la situation actuelle des quatorze ZET de Bejaia ou on a situé chaque ZET dans la situation que contient l'état d'avancement de sa mise en œuvre, nous avons constaté que deux seulement ont bénéficiés d'un plan d'aménagement touristiques à savoir la ZET de Aokas et Ageriou.

Quant à la deuxième section nous avons analysé les deux exemples choisis (la ZET de Boulimat et la ZET de Tighremt) en abordant leurs situations actuelles d'une façon plus approfondie (accessibilité, nature juridique du foncier, occupation actuelle des terrains...). Nous avons aussi mis l'accent sur le rôle de l'Etat dans la mise en œuvre de ces ZET, nous avons constaté que les acteurs de l'état (ANDT à l'échelle nationale et la DTA à l'échelle régionale) ont intervenu dans seulement certaines phases de leur mise en œuvre à savoir le classement et l'étude d'aménagement et absent dans le reste des phases notamment la protection ce qui a engendré une occupation illicites des terrains des ZET et l'absence dans la réalisation de l'aménagement et que les moyens fonciers, financiers et outils d'aménagement qui facilitent la mise en œuvre des ZET sont réduits voir même inexistant.

Introduction :

Afin de vérifier notre hypothèse de recherche et pour répondre à la problématique posée, nous avons élaboré ce chapitre dans lequel nous allons présenter la méthode suivie, dans la démonstration de la relation hypothétique entre le rôle de l'État et la mise en œuvre d'une ZET.

Cette vérification se fera par le biais de deux méthodes la première consiste à faire une comparaison entre le rôle de l'État dans la mise en œuvre d'une station touristique (cas étranger) et le rôle de l'État algérien dans la mise en œuvre d'une zone d'expansion touristique, et la deuxième se fait à travers un entretien de recherche adressé aux professionnels du tourisme et de l'urbanisme.

Cela dit, ce chapitre sera composé de trois sections : la première exposera la méthode et outil de vérification de l'hypothèse, la deuxième section concerne la première démonstration qui est la comparaison entre le modèle analytique et le cas d'étude de Bejaia, la troisième et dernière section concerne l'interprétation des résultats du questionnaire d'enquête qui représente la deuxième démonstration, cette interprétation sera faite à l'aide d'un logiciel dénommé **Sphinx**.

Section 1 : Méthodes et outils de vérification de l'hypothèse de recherche (l'État acteur principal dans la mise en œuvre d'une ZET)

Afin de vérifier notre hypothèse de départ, nous avons opté pour deux méthodes la première consiste à effectuer une comparaison entre le modèle analytique (les exemples étrangers) et le cas de Bejaia., et la deuxième une enquête de recherche par le biais d'un entretien de recherche le schéma ci-dessous résume les méthodes et outils de vérification de l'hypothèse.

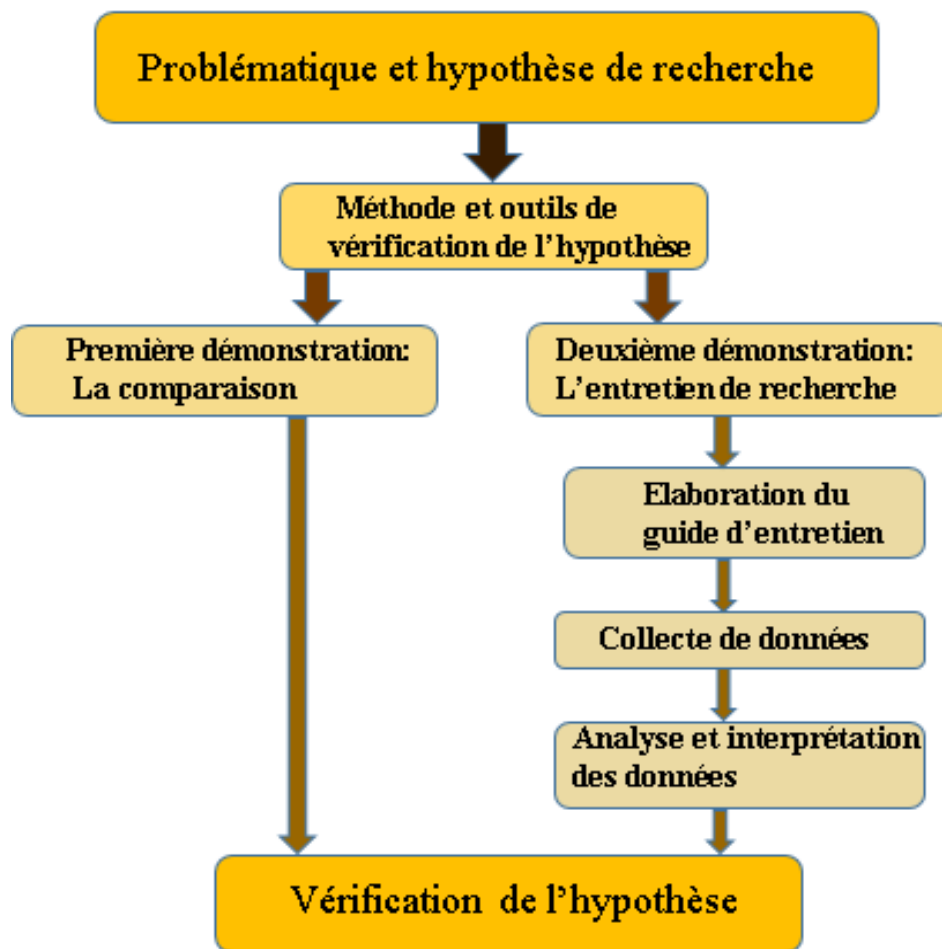


Figure 37 : schémas récapitulatif des méthodes et outils de vérification de l'hypothèse
Source : Auteurs, 2017.

- **La première démonstration : la comparaison entre les modèles analytiques et le cas d'étude de Bejaia**

Dans le but de vérifier notre hypothèse qui est comme suit : l'État en tant qu'acteur essentiel dans la production touristique, ayant le rôle principal dans la mise en œuvre des zones d'expansion touristique et par voie de conséquence met à disposition des investisseurs concernés le foncier touristique exigé.

Pour ce fait nous avons établi une comparaison entre le rôle de l'état dans la mise en œuvre des ZET de Bejaia et le rôle de l'État français et marocain dans la mise en œuvre des stations touristiques (la Grande Motte et Essaouira-Mogador).

- **La deuxième démonstration : l'entretien de recherche sur le rôle de l'État dans la mise en œuvre d'une ZET :**

Nous avons fait recours à un entretien de recherche dédié aux professionnels du tourisme et de l'urbanisme vu qu'il est le moyen le plus adéquat à notre objet de recherche. Celui-ci nous permettra de recueillir l'ensemble des opinions de tous les professionnels des services en relation avec le tourisme à savoir : (les architectes, les inspecteurs du tourisme, du service de l'investissement, de la direction de l'environnement et de la protection du littoral, de la direction d'urbanisme de la construction et de l'habitat et le responsable du BET de l'URBACO) concernant l'importance du rôle de l'État dans la mise en œuvre d'une zone d'expansion touristique. Par conséquent, l'échantillon choisi est réduit vu le nombre précis de questionnés et vu le temps réservé à cette enquête. Cet échantillon est de l'ordre de 19 personnes fonctionnaires dans différents services.

Section 2: La première démonstration : la comparaison entre les modèles analytiques et le cas d'étude de Bejaia

Dans le but de vérifier notre hypothèse, nous allons établir une comparaison entre le rôle de l'État algérien dans la mise en œuvre d'une zone d'expansion touristique (cas d'études Bejaia) et le rôle de l'État (français et marocain) dans la mise en œuvre d'une station touristique.

Cette comparaison se fera dans un tableau (tableau 17) qui réunit les facteurs de réussite de mise en œuvre d'une station touristique relevée dans les exemples analysés dans l'état de l'art sur le rôle de l'État dans la mise en œuvre d'une station touristique.

Le rôle de l'Etat dans la mise en œuvre d'une station touristique est exprimé sous forme de facteurs : les acteurs de l'Etat et leur échelle d'intervention, les moyens fonciers, les moyens financiers et les outils d'aménagement.

- Échelles d'intervention des acteurs de l'État :

En ce qui concerne le modèle analytique :

- une multitude d'acteurs de l'État intervient dans la mise en œuvre d'une station touristique
- l'intervention de ces acteurs à différentes échelles

En ce qui concerne le cas d'étude de Béjaia :

Deux acteurs de l'État interviennent (ANDT à l'échelle nationale, DTA à l'échelle régionale, absence d'acteur de l'État à l'échelle locale d'où l'intervention de la DTA).

- Les moyens fonciers :

En ce qui concerne le modèle analytique :

- L'État exerce une politique d'acquisition des terrains et une cession du foncier à l'aménageur à un prix incitatif
- L'État exerce son droit de préemption des terrains

En ce qui concerne le cas d'étude de Bejaïa :

En créant les ZET l'état bénéficie du droit de préemption des terrains lorsque le recours à ce moyen a abouti à un résultat négatif l'État procède à l'acquisition des terrains, mais ses droits ne sont pas exercés ce qui a causé l'occupation illicite des ZET.

- les moyens financiers :

En ce qui concerne le modèle analytique :

- Financement de l'Etat des études et la réalisation des travaux de viabilisation de certains équipements

En ce qui concerne le cas d'étude de Bejaïa :

- Financement de l'état des études d'élaboration des PAT
- Absence de financement de viabilisation et d'aménagement

- Les outils d'aménagement :

En ce qui concerne le modèle analytique :

- l'étude et l'élaboration du plan d'aménagement

En ce qui concerne le cas d'étude de Bejaïa :

- l'étude du plan d'aménagement touristique est encours

Le Rôle de L'État exprimé sous forme de facteurs	Le modèle analytique (français et marocain)		Bejaia	
Échelles d'intervention des acteurs de l'État	Multitude d'acteurs intervenants assurant la mission déléguée par l'État.		Deux acteurs (ANDT au niveau national, DTA de la wilaya intervient au niveau local en raison d'absence d'acteur de l'Etat à ce niveau)	
	Échelle nationale	+	Échelle nationale	+
	Échelle régionale	+	Échelle régionale	+
	Échelle locale	+	Échelle locale	-
Moyens fonciers	Acquisition	+	Acquisition	-
	Préemption	+	Préemption	-
Moyens financiers	Études d'aménagement	+	Études d'aménagement	+
	Réalisation	+	Réalisation	-
Outils d'aménagement	+		- (PAT en cours d'étude non approuvés)	

Tableau 17 : comparaison entre le modèle analytique et le cas d'étude
Source : Auteurs, 2017.

Nombre de facteurs : 8

+ : existant

- : absent

Synthèse :

Après la comparaison entre le modèle analytique et le cas d'étude, nous synthétisons que le rôle de l'État dans la mise en œuvre d'une ZET est primordiale, car dans le modèle analytique, l'État intervient à toutes les échelles à travers une multitude d'acteurs, tout en mettant à disposition des moyens (fonciers, financiers, outils d'aménagement) présentant ainsi un total de facteurs de 8/8, ce qui a facilité la mise en œuvre des stations touristiques, par contre dans notre cas d'étude comme nous l'avons vu précédemment son intervention se limite à quelques échelles seulement avec un

nombre minime d'acteurs, et l'État n'a pas mis en disposition tous les moyens nécessaires qui facilitent la mise en œuvre des ZET (il se limite au financement des études des plans d'aménagement) avec un nombre total de facteurs de 3/8, ce qui implique que le rôle de l'État est nécessaire pour la mise en œuvre d'une ZET.

Section 3: La deuxième démonstration : L'entretien de recherche

L'entretien de recherche auquel nous avons opté est semi-directif combinant entre deux types de questions, fermées et ouvertes suivant une démarche allant de la macro au micro, avec une dominance de questions ouvertes, l'interprétation des résultats s'est faite en regroupant les réponses similaires en une seule réponse ce qui nous a permis de calculer le pourcentage de fréquence des réponses dans la même question, par la suite on a représenté ces résultats dans des graphes ou des barres selon la question. Ces questions sont réparties en trois groupes (le tourisme à Bejaia, l'État acteur intervenant dans la production touristique dans la wilaya de Bejaia et l'État et les zones d'expansion touristique). (Annexe01).

• Interprétation des résultats :

Après l'élaboration du guide d'entretien qui s'est fait sous forme de groupe de questions (le tourisme à Bejaia, l'État acteur intervenant dans la production touristique dans la wilaya de Bejaia et l'État et les zones d'expansion touristique) nous avons procédé à la collecte de données, par la suite nous les avons analysés à l'aide du logiciel **Sphinx**, que nous avons interprété comme suit :

➤ Premier groupe : Le tourisme à Bejaia :

Cette partie consiste à évaluer le tourisme de la wilaya de Bejaia ainsi que sa capacité en infrastructures touristiques.

○ L'évaluation du tourisme de la wilaya de Bejaia :

Le tourisme à Bejaia est jugé mauvais de la plupart des questionnés 64%, 28 % le jugent moyen comme la figure suivante l'indique.

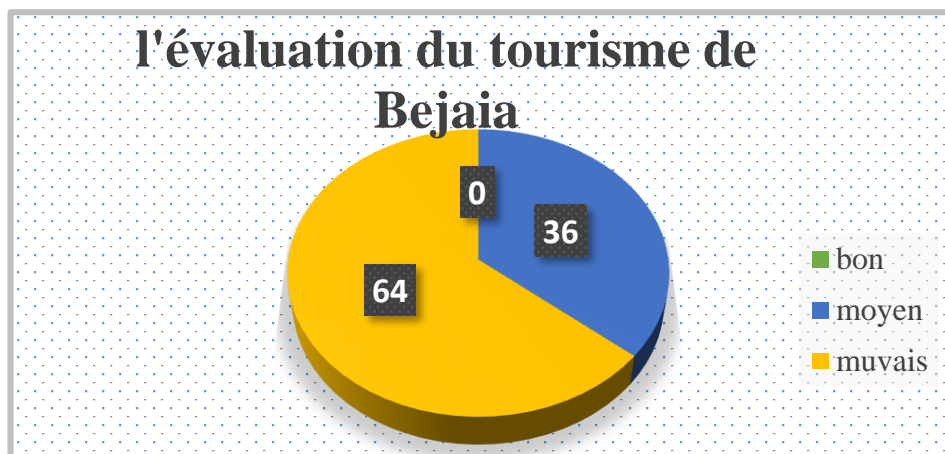


Figure 38 : Évaluation du tourisme de la wilaya de Bejaia
Source : Auteurs, 2017.

○ La capacité de la wilaya de Bejaia en infrastructures touristique

La majorité des répondants soit 92 % pensent que les infrastructures touristiques dans la wilaya de Bejaia ne sont pas suffisantes, le reste les pense suffisantes soit 8 % des questionnés.

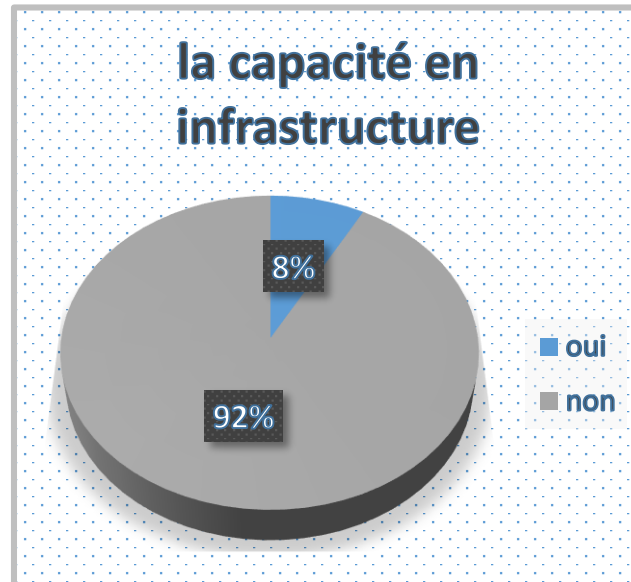


Figure 39 : La capacité des infrastructures touristiques dans la wilaya de Bejaia

Synthèse du premier groupe : Le tourisme à Bejaia

L'interprétation des résultats de ces deux questions, nous permet de synthétiser que le secteur du tourisme n'est pas développé souffrant d'un manque considéré d'infrastructures touristiques.

➤ L'État acteur intervenant dans la production touristique dans la wilaya de Bejaia :

Cette partie nous permet de déduire l'importance du rôle de l'État dans la production touristique, ainsi que les contraintes qui y sont rencontrées.

○ Le rôle de l'État dans la production touristique :

La totalité (100%) pense que l'État a un rôle important dans la production touristique.

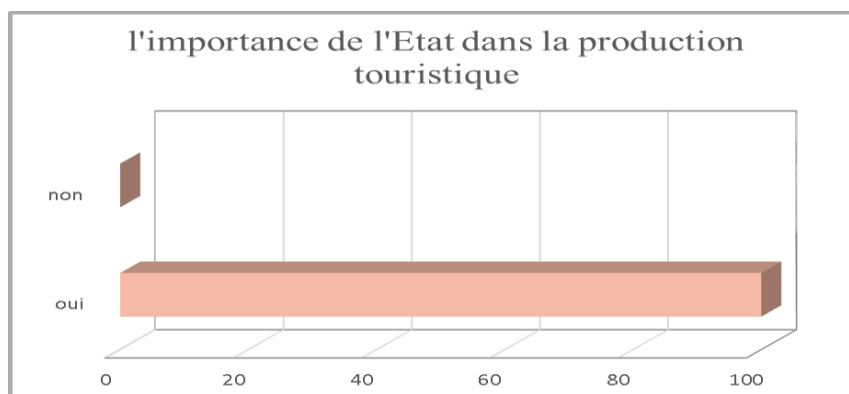


Figure 40 : Le rôle de l'état dans la production touristique
Source : Auteurs, 2017.

○ Les moyens nécessaires pour le développement touristique :

L'État algérien a mis en place un ensemble de moyens pour arriver au développement du tourisme dans la wilaya de Bejaia.

La majorité des personnes questionnées soit 80% jugent ces moyens insuffisants, et seulement 20% les jugent suffisants.

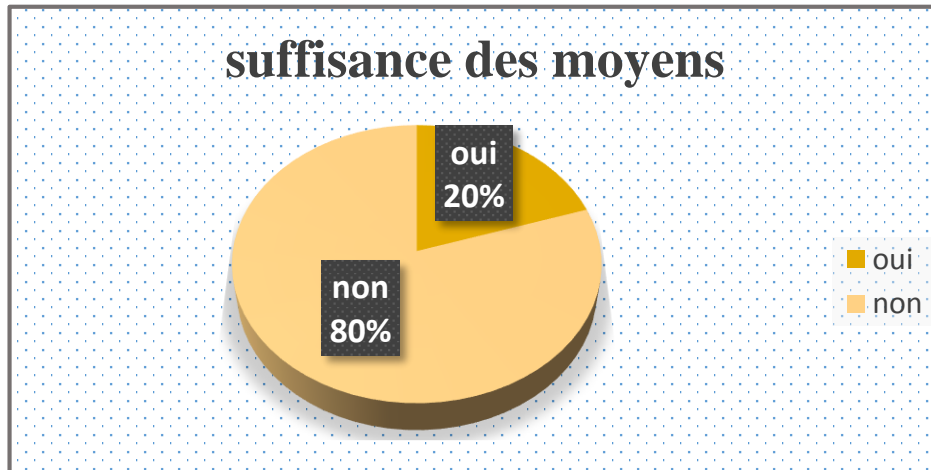


Figure 41 : Les moyens nécessaires pour le développement touristique

○ Les obstacles freinant le développement du tourisme :

Plusieurs contraintes constituent un frein au développement touristique de la wilaya de Bejaia, nous avons demandé aux questionnés quels sont les obstacles rencontrés, les réponses à cette question étaient multiples, 31% pensent que les problèmes sont des difficultés d'accès au foncier, 27% constatent que la présence de constructions illicites dans les endroits à potentiels touristiques représente un obstacle, 21% jugent qu'il y a un manque de transversalité entre les secteurs et 21% pensent qu'il y a un manque d'aides financières.

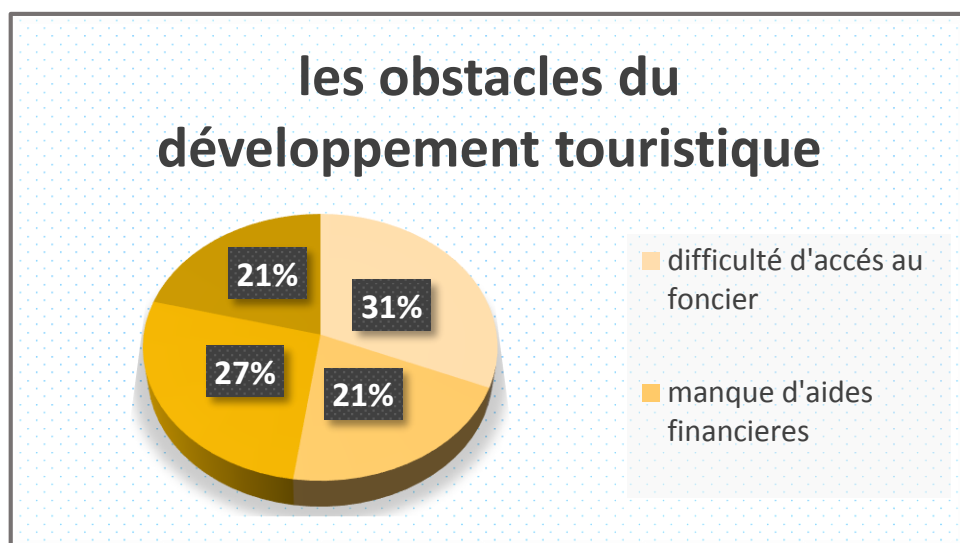


Figure 42 : les obstacles freinant le développement touristique
Source : Auteurs, 2017

○ L'outil d'aménagement nécessaire pour le développement touristique :

En vue d'aboutir au développement touristique, l'État a mis en place un outil d'aménagement permettant ainsi l'aménagement touristique.

La majorité (76 %) pense que cet outil est le plan d'aménagement touristique des zones d'expansion touristique, et 24 % pensent que c'est le plan d'occupation du sol.

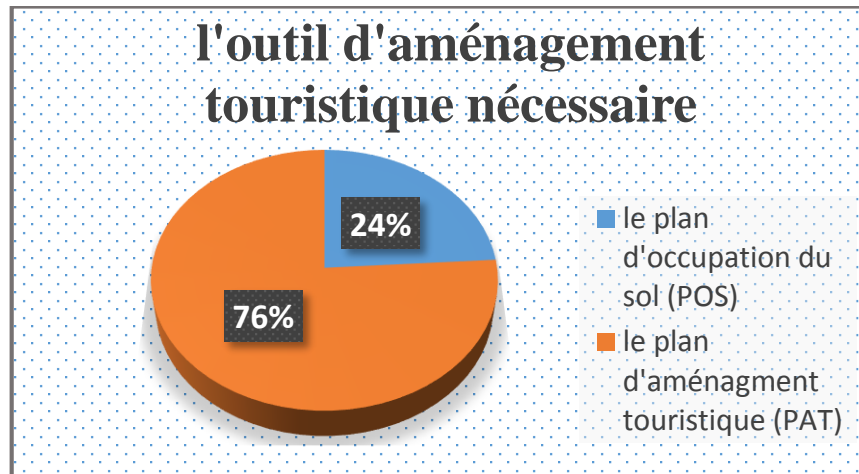


Figure 43 : l'outil d'aménagement nécessaire pour le développement touristique
Source : Auteurs, 2017.

Synthèse du deuxième groupe : L'État acteur intervenant dans la production touristique dans la wilaya de Bejaia

D'après l'interprétation des résultats de ces quatre questions relatives au rôle de l'État dans le développement touristique, nous synthétisons que c'est à l'État de faire face aux problèmes rencontrés au développement touristique de la wilaya de Bejaia ceci à travers un outil primordial qui est bel est bien le plan d'aménagement touristique (PAT) des ZET.

➤ L'État et les zones d'expansion touristique :

À travers cette partie nous pouvons déduire l'importance de la ZET dans la production touristique, et le rôle de l'État dans leur mise en œuvre.

○ L'importance de la ZET dans l'aménagement touristique :

La totalité des questionnés juge que la ZET est un outil primordial pour l'aménagement touristique, comme le graphe ci-dessous l'indique :

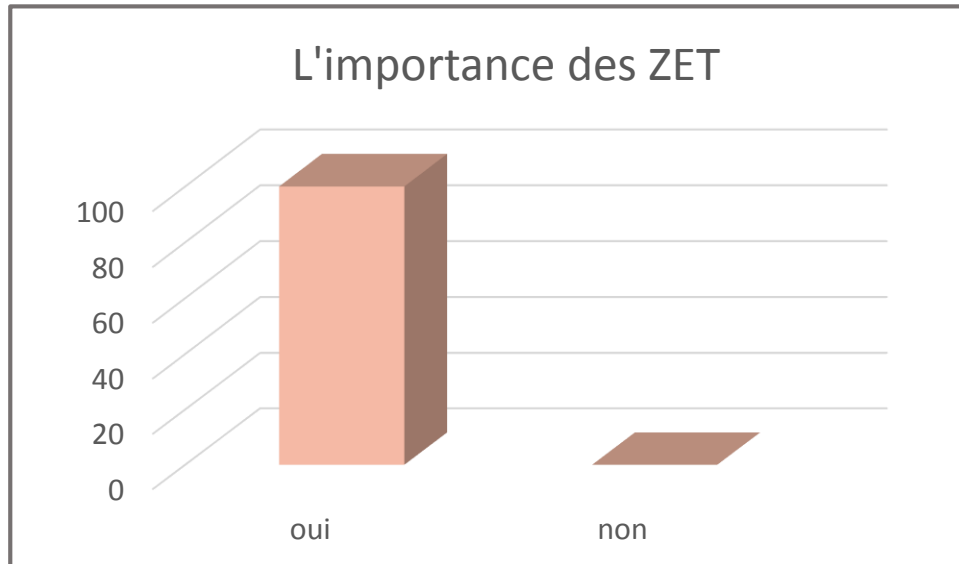


Figure 44 : l'importance de la ZET dans l'aménagement touristique
Source : Auteurs, 2017

Nous avons cherché au pré de ces professionnels l'importance de la ZET et de son utilité, les résultats de cette question sont représentés dans la figure ci-dessous, où la plupart soit deux tiers des professionnels du tourisme et de l'urbanisme jugent que la ZET est un outil fondamental pour accéder au foncier, le reste juge que la ZET permet l'investissement et le développement touristique.

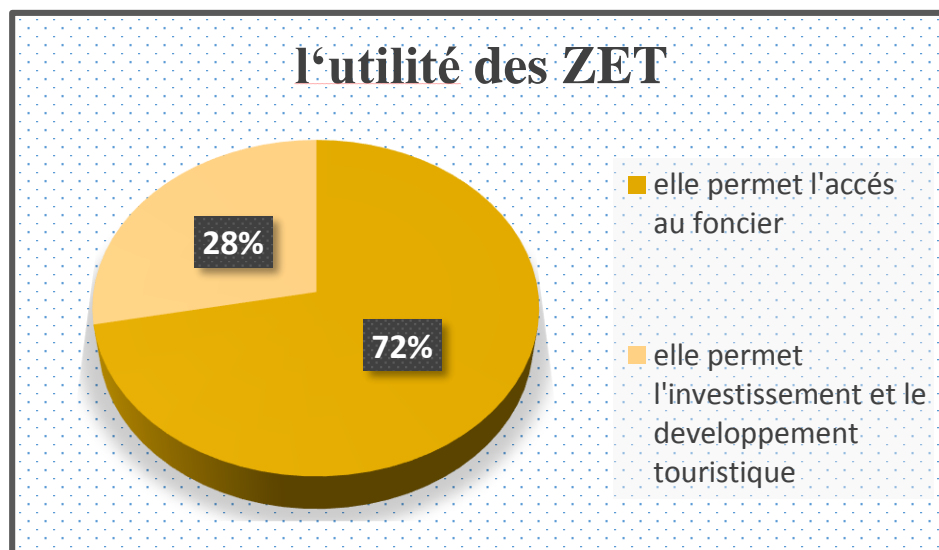


Figure 45 : l'utilité de la ZET dans l'aménagement touristique
Source : Auteurs, 2017

○ L'acteur de mise en œuvre des ZET :

D'après les résultats obtenus, presque la totalité (80%) juge que c'est à l'État d'assurer la mise en œuvre des ZET, peu (16%) d'entre elles pensent que c'est à travers une collaboration entre l'État et les collectivités locales que se fait la mise en œuvre des ZET et 4 % des questionnés jugent que ce rôle revient aux collectivités locales.

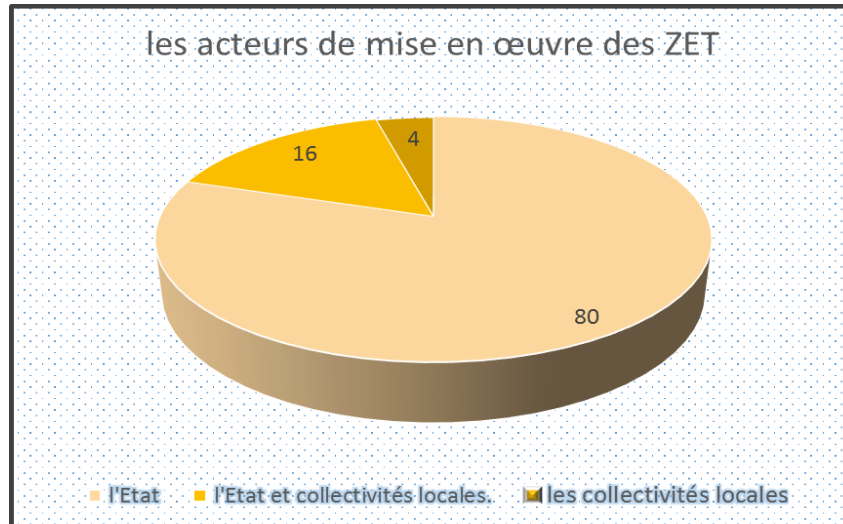


Figure 46 : L'acteur de mise en œuvre des ZET
Source : Auteurs, 2017

○ Les outils élaborés par l'État pour la mise en œuvre des ZET :

D'après les résultats obtenus de cette question ouverte, nous constatons une égalité entre les outils utilisés par l'État pour la mise en œuvre d'une ZET (outils juridiques, institutionnels et d'aménagement).

En vue d'assurer la mise en œuvre des ZET, presque la totalité des questionnés soit 100% juge qu'il est nécessaire de combiner entre les outils juridiques, les outils institutionnels, et les outils d'aménagement.

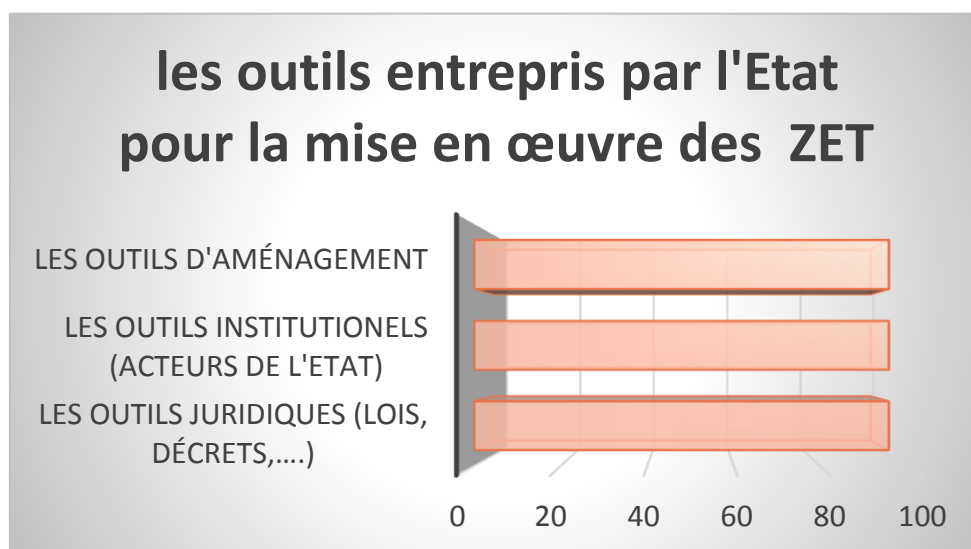


Figure 47 : les outils élaborés par l'état pour la mise en œuvre des ZET

○ L'échelle d'intervention de l'État dans la mise en œuvre des ZET:

D'après presque la totalité des personnes questionnées soit 75%, juge que l'État n'intervient dans la mise en œuvre des ZET qu'à l'échelle nationale, le reste soit 25% pensent qu'il intervient à l'échelle nationale et régionale.

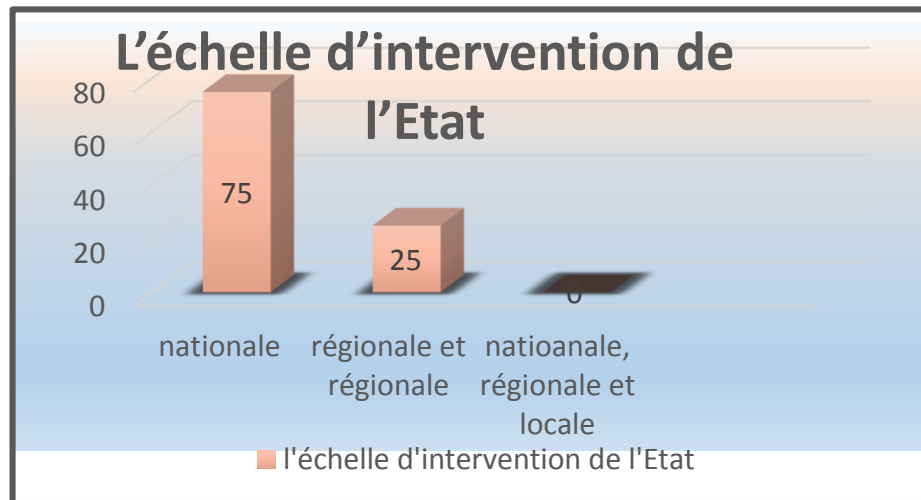


Figure 48 : L'échelle d'intervention de l'état dans la mise en œuvre des ZET
Source : Auteurs, 2017

○ Les contraintes rencontrées lors de la mise en œuvre des ZET de la wilaya de Bejaia:

D'après la plupart des professionnels en tourisme et en urbanisme soit 77 %, pensent que la plus grande contrainte de la mise lors de la mise en œuvre des ZET est l'occupation illicite des terrains, le reste soit 23 % pensent que c'est la nature juridique des terrains appartenant aux privés qui pose problème.



Figure 49 : Les contraintes rencontrées lors de la mise en œuvre des ZET de la wilaya de Bejaia
Source : Auteurs, 2017

○ L'acteur de la protection des ZET :

Plus de la moitié (64%) des questionnés juge que c'est à l'État et aux collectivités a qui revient la responsabilité de protéger les ZET, 36% pensent que cette responsabilité revient à l'État, et uniquement 4 % pensent que c'est aux associations de veiller à la protection de ces zones.

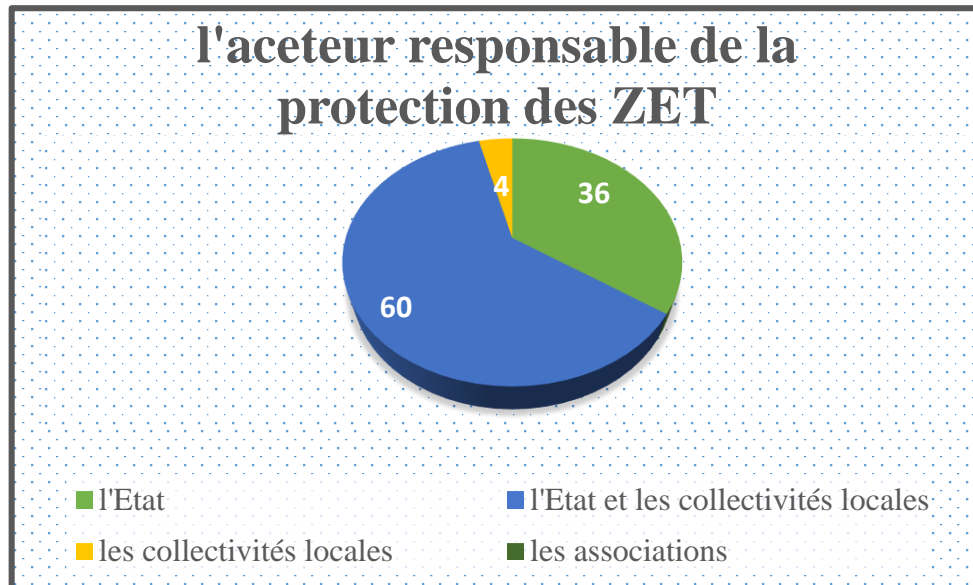


Figure 50 : l'acteur responsable de la protection des ZET de la wilaya de Bejaia
Source : Auteurs, 2017

○ L'aménagement à l'intérieur des ZET :

Presque la totalité soit 96% pense que les ZET ne peuvent recevoir d'aménagement qu'après l'obtention du PAT, et uniquement 4% soit une personne pense que ces ZET sont aménageables avant l'obtention du PAT.

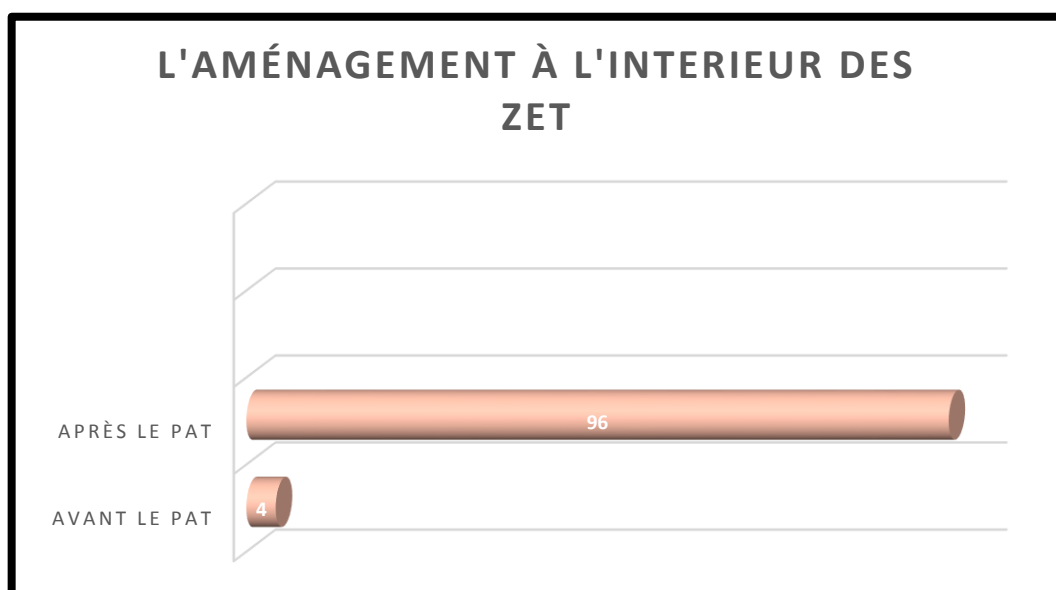


Figure 51 : l'aménagement à l'intérieur des ZET
Source : Auteurs, 2017

○ Les raisons pour lesquelles les ZET ne sont pas dotées de PAT :

Plus que la moitié (62 %) des personnes interrogées pensent que l'occupation illicite des terrains constitue la cause principale de l'absence du PAT, le reste des questionnés pensent que cette situation est due à la non-concertation entre les différents services de l'État.

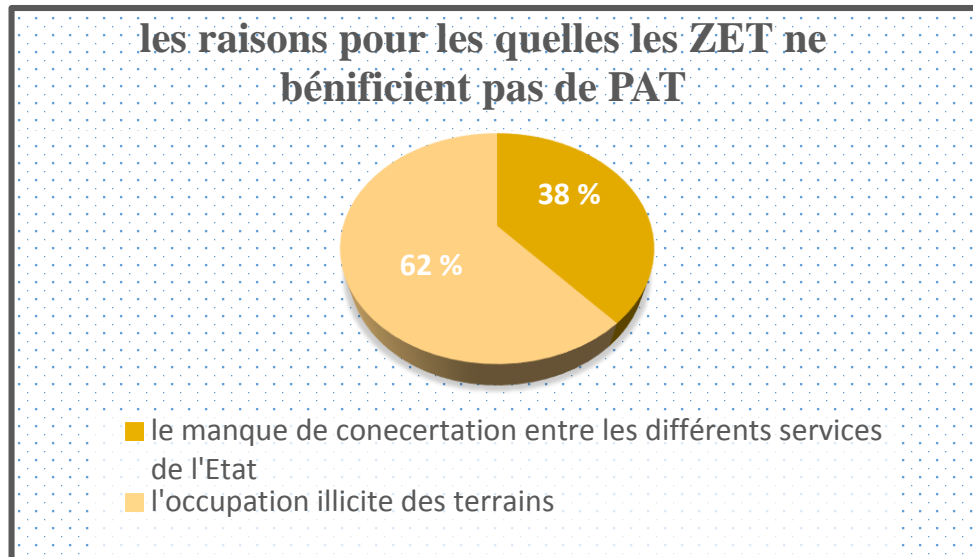


Figure 52 : Les raisons de non-attribution des PAT
Source : Auteurs, 2017

○ L'acteur principal de l'attribution des PAT :

La totalité des personnes interrogées juge que c'est l'État qui est l'acteur principal de l'attribution du PAT.

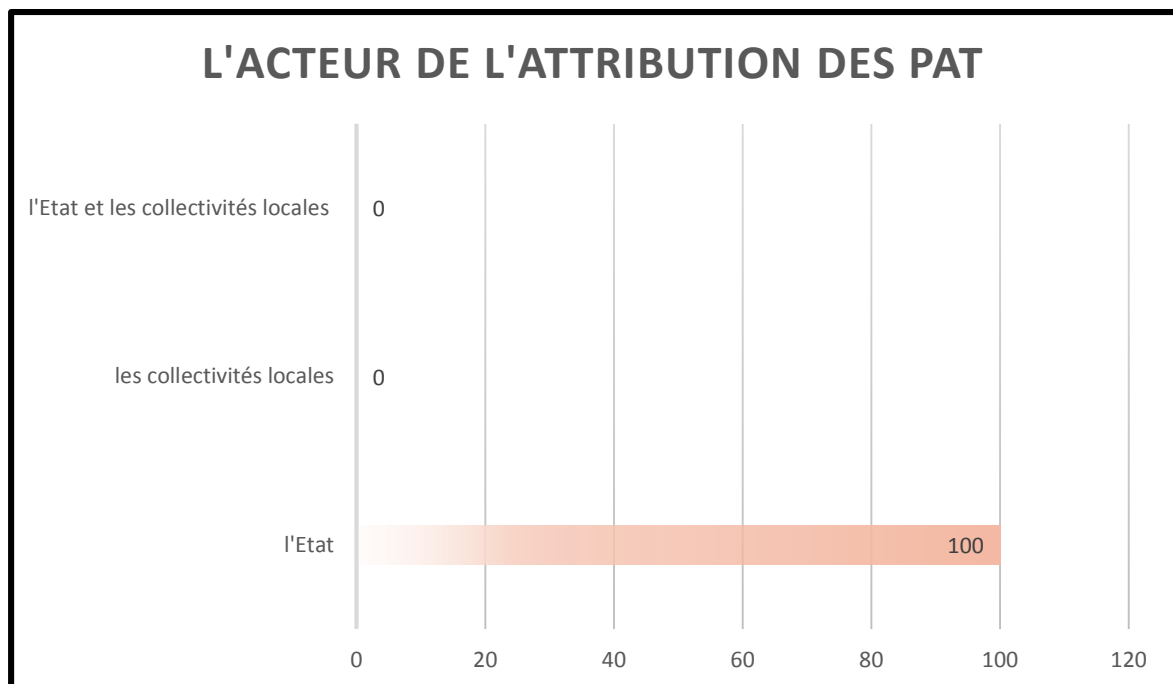


Figure 53 : L'acteur principal de l'attribution des PAT
Source : Auteurs, 2017

○ Les mesures que l'État devrait prendre pour que toutes les ZET puissent bénéficier d'un PAT :

Plus de la moitié (72%) personnes jugent que c'est à l'État de remédier en appliquant les lois, 14% pensent que la concertation entre les différents secteurs est une solution envisageable, 6% pensent que c'est en accélérant les études des PAT, et 8 % recommande l'éradication des constructions illicites comme solution qui permettra à la ZET de bénéficier d'un PAT.

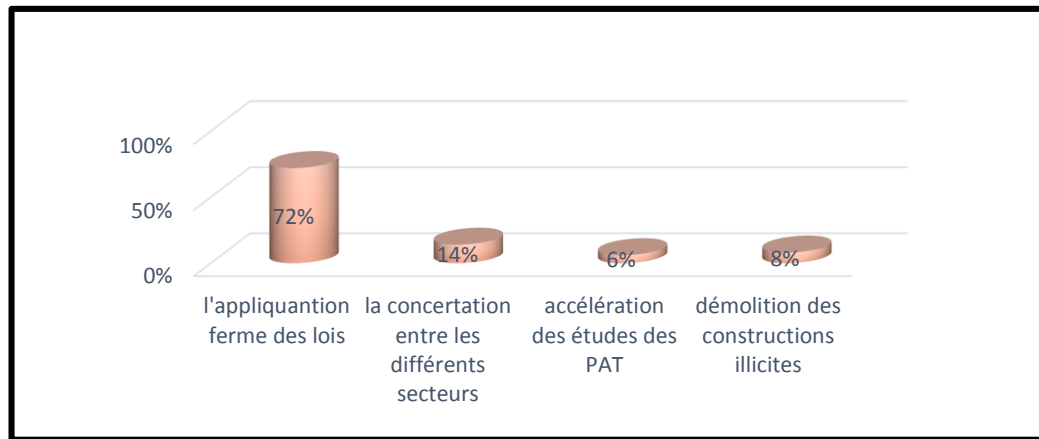


Figure 54 : les solutions aux problèmes de non-approbation des ZET
Source : Auteurs, 2007

Synthèse du troisième groupe : L'État et les zones d'expansion touristique

Les ZET rencontrent un nombre incontestable de problèmes lors des différentes phases de leur mise en œuvre notamment la présence des constructions illicites, ces problèmes sont dus essentiellement à l'intervention limitée de l'État, car il intervient d'après les résultats de l'enquête au niveau national sans concordance avec le niveau régional et local. Par conséquent ces ZET ne bénéficient pas de PAT qui l'élément clé de leur aménagement. Les professionnels questionnés jugent que c'est à l'État de remédier à tous ces problèmes, en appliquant les lois relatives aux ZET de manière ferme tout en assurant une certaine concertation avec les différents secteurs.

Synthèse de l'entretien de recherche :

La combinaison des interprétations des différentes réponses des différents groupes : Le tourisme à Bejaia, l'État acteur intervenant dans la production touristique dans la wilaya de Bejaia et l'État et les zones d'expansion touristique, nous permet de confirmer notre hypothèse, car :

En premier lieu, nous avons déduit que le secteur du tourisme n'est pas développé souffrant d'un manque considéré d'infrastructures touristiques et que c'est à l'État de faire face aux problèmes rencontrés au développement touristique de la wilaya de Bejaia, ceci à travers sa mise en œuvre des ZET tout en les dotant d'un plan d'aménagement touristique qui leur permettra de recevoir des investissements en facilitant l'accès au foncier touristique

En deuxième lieu, nous avons déduit que les contraintes rencontrées lors de la mise en œuvre des ZET sont des conséquences de l'intervention limitée de l'État, ceci dit que l'intervention de l'État dans la mise en œuvre des ZET est essentielle, et par conséquent la relation hypothétique entre le rôle de l'État et la mise en œuvre de la ZET est confirmée.

Conclusion :

Pour la vérification de notre hypothèse (l'État en tant qu'acteur essentiel dans la production touristique, ayant le rôle principal dans la mise en œuvre des zones d'expansion touristique et par voie de conséquence met à disposition des investisseurs concernés le foncier touristique exigé), nous avons adopté pour deux démonstrations celle de la comparaison et celle d'entretien d'enquête.

Dans la première section, nous avons exposé la méthode et les outils de vérification de l'hypothèse, ainsi que les raisons qui nous ont menés au choix de ces méthodes.

Dans la deuxième section, nous avons abordé la méthode de comparaison entre le modèle analytique (le rôle de l'État marocain et français dans la mise en œuvre d'une station touristique) et le rôle de l'État algérien dans la mise en œuvre d'une zone d'expansion touristique (ZET) de Bejaia (Tighremt et Boulimat), après cette comparaison, nous avons confirmé que le rôle de l'État dans la mise en œuvre d'une ZET est primordial, car dans le modèle analytique, l'État intervient à toutes les échelles à travers une multitude d'acteurs, tout en mettant à disposition des moyens (fonciers, financiers, outils d'aménagement) ce qui a facilité la mise en œuvre des stations touristiques, par contre dans notre cas d'étude comme nous l'avons vu précédemment son intervention se limite à quelques échelles seulement avec un nombre minime d'acteurs à travers quelques phases (classement, études), et l'État n'a pas mis en disposition tous les moyens nécessaires qui facilitent la mise en œuvre des ZET (il se limite au financement des études des plans d'aménagement) ce qui confirme la relation entre le rôle de l'État et la mise en œuvre des ZET.

Dans la troisième section nous avons abordé l'interprétation des résultats de l'entretien de recherche, où nous avons déduit que c'est à l'État de faire face aux problèmes rencontrés au développement touristique de la wilaya de Bejaia, ceci à travers sa mise en œuvre des ZET tout en les dotant d'un plan d'aménagement touristique qui leur permettra de recevoir des investissements en facilitant l'accès au foncier touristique et que les contraintes rencontrées lors de la mise en œuvre des ZET sont des conséquences de l'intervention limitée de l'État, ceci dit le rôle de l'État dans la mise en œuvre des ZET est confirmé.

En combinant les résultats des deux démonstrations, nous avons abouti à la confirmation de l'hypothèse sur la relation entre le rôle de l'État et la mise en œuvre des ZET.

Conclusion générale :

Le tourisme durable est un secteur qui nécessite l'interaction de plusieurs secteurs et l'implication de plusieurs acteurs socioéconomiques, à leur tête l'État. L'engagement de l'État algérien dans l'évolution du tourisme durable s'est fait en mettant en exergue de multiples moyens juridiques (lois et décrets exécutifs), institutionnels, et outils d'aménagement principalement le SDAT qui représente ainsi un acte par lequel l'État affiche son projet territorial en inscrivant dans sa deuxième dynamique des pôles d'excellences touristiques qui se composent de plusieurs zones d'expansion touristique (ZET), constituant ainsi l'unité de base pour tout investissement touristique alimentant ainsi ces pôles.

La zone d'expansion touristique représente le support de la production d'un portefeuille de foncier touristique. Elle a pour objectif de préserver et pérenniser le capital naturel et culturel dans le cadre du développement durable, diversifier l'offre touristique nationale notamment à travers les différents types de zones d'expansion touristiques. L'importance des ZET dans le développement touristique nous a poussés à s'intéresser à leur mise en œuvre plus précisément sur le rôle de l'État durant tout ce processus en supposant une hypothèse qui est « l'État, acteur essentiel dans la production touristique, ayant le rôle principal dans la mise en œuvre des zones d'expansion touristique et par voie de conséquence met à disposition des investisseurs concernés le foncier touristique exigé ». L'objectif de notre travail était de confirmer ou d'infirmer cette hypothèse.

Pour la mise en œuvre de ces zones, l'État intervient à travers de multiples organismes (ANDT, les DTA des wilayas concernées...) en leur confiant plusieurs missions lors des différentes phases de leur mise en œuvre, permettant aux investisseurs d'accéder au foncier touristique afin de réaliser des projets contribuant au développement touristique de l'Algérie.

L'État de l'art, sur le rôle de l'État dans la mise en œuvre d'une station touristique nous a conduit à comprendre l'importance du rôle de l'État (français et marocain) dans la mise en œuvre des stations touristiques de la Grande Motte et de Mogador Essaouira en mettant en lumière les facteurs de la mise en œuvre des deux stations, à savoir le rôle important des deux États français et marocain et leur implication durant tout le processus de mise en œuvre, et cela à travers leur intervention à différentes échelles, tout en mettant à leur disposition des moyens fonciers, financiers et outils d'aménagement contribuant ainsi à la réussite de la mise en œuvre des stations en question. Ces facteurs sont considérés comme le modèle analytique que nous avons utilisé pour la vérification de notre hypothèse en le comparant au cas d'étude.

D'après l'analyse de notre cas d'étude, qui sont les zones d'expansion touristiques de Béjaïa nous avons constaté que deux seulement ont bénéficié d'un plan d'aménagement touristique à savoir la ZET de Aokas et Ageriou. Nous avons analysé deux ZET à savoir la ZET de Boulimat et la ZET de Tighrmet. Nous avons constaté que les acteurs de l'état (ANDT à l'échelle nationale

et la DTA à l'échelle régionale) ont intervenus dans seulement certaines phases de leurs mises en œuvre à savoir le classement et l'étude d'aménagement et restent absents dans le reste des phases notamment la protection ce qui a engendré une occupation illicite des terrains des ZET. Concernant les moyens fonciers, financiers et outils d'aménagement qui ont pour but de faciliter la mise en œuvre des ZET sont réduits, voire même inexistants.

Pour la confirmation de notre hypothèse « l'État, acteur essentiel dans la production touristique, ayant le rôle principal dans la mise en œuvre des zones d'expansion touristique et par voie de conséquence met à disposition des investisseurs concernés le foncier touristique exigé » nous avons adopté deux démonstrations à savoir : la comparaison entre le modèle analytique (Etat français et marocain) et le cas d'étude de Béjaia et une deuxième démonstration qui est un entretien de recherche adressé aux professionnels du tourisme et de l'urbanisme. Les résultats obtenus convergent à la confirmation de la relation hypothétique entre le rôle de l'Etat et la mise en œuvre d'une zone d'expansion touristique.

La fin de notre travail est consacrée à l'ouverture sur des perspectives de recherche qui pourront approfondir et enrichir la thématique traitée, à savoir :

- l'application ferme des lois relatives au tourisme.
- la transversalité entre les différents secteurs du tourisme
- la concertation entre les différents acteurs du tourisme à différentes échelles

Mémoires :

- BEN MASSOU, Mohamed. Quel tourisme pour le Maroc ? : Cas de la région MTA. Thèse de doctorat. Angers : Ecole doctorale: DEGEST, le : 11 Avril 2011. 309 p.
- CHABBI, Karima. Essai de l'exploitation de l'écotourisme dans la commune de Chetaibi. Mémoire en vue d'obtention d'un magistère en aménagement urbain. Annaba : Université Badji Mokhtar, 2011-2012. 190 p.
- LADJOUI, Salim, ABDELLI, Farid, BOUZIDI, Yacine. Tourisme et développement durable : Cas de Bejaia. Mémoire de fin de cycle. Bejaia : Université Abrahmane Mira de Bejaia, 2013/2014. 102 pages.

Ouvrages :

- TESSA, Ahmed. Economie touristique et aménagement du territoire. Office des Publications Universitaires, décembre 1993. 132 p.
- VLES, Vincent. Le projet de station touristique. Presses Universitaires De Bordeaux, Collection Le territoire et ses acteurs, 1996. 399 p.

Articles de périodique :

- BELATTAF, Matouk ,MOULOU, Abdenour. Evolution, Formes et Impacts de l'activité touristique :Pour un tourisme durable. Faculté des sciences économiques de gestion et commerciales. Université de Bejaia (Algérie),2010. 19 p.
- DEHABA, Rachid , LABI, Belkacem.Playdoyer pour un aménagement touristique en profondeur,juin 2012,n°35 . p 69-78.

Documents :

- HAMCHAOUI, Amirouche. Situation des ZET, Présentation Bejaia ,07-09-2016. 108p.
- Journal officiel de la république algerienne démocratique et populaire n°11, correspondant au 19 février2003. 23 p.
- La Grande Motte cité des dunes, l'Hérault Le conseil d'architecture et d'urbanisme du département de l'Hérault., décembre 2010. 29 p.
- Le Schéma directeur d'aménagement touristique de la wilaya de Bejaia (SDATW) 2025, 159p.
- RACINE, pierre, Un héritage de l'État: La mission racine et les cités balnéaires du golfe du lion. 20 p.
- Schéma directeur d'aménagement touristique « SDAT 2025 », livre2 le plan stratégique : les 5 dynamiques et les programmes d'actions touristiques prioritaires, juin 2008. 64 p.

Enquêtes orales :

- BETKA, Nora. Service d'investissement de la direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya de Bejaia, Interviewé par l'auteur, le 05 janvier 2016
- DEMMAD, Fetouma. Agence national du développement du tourisme (ANDT). Interviewé par l'auteur, le 30 novembre 2016

Site web :

- AGENCE NATIONALE DU DEVELOPEMENT DU TOURISME . législation [en ligne]. 2013. disponible sur : < <http://www.andt-dz.org/> >. [Consulté le 25 novembre 2016]
- ALGERIAN TOURISM .tourisme [en ligne]. 2012. disponible sur : <<http://www.algeriantourism.com/>>. [Consulté le 25 novembre 2016]
- L'ATELIER SOCIETE D'ARCHITECTE SA. Station touristique de mogador à Essaouira Maroc [en ligne].2011. Disponible sur « [http://www. wbarchitectures. be/fr/architects/](http://www.wbarchitectures.be/fr/architects/) », [consulté le 11 janvier 2017].

GUIDE D'ENTRETIEN

Bonjour,

Nous vous remercions de bien vouloir nous consacrer de votre temps. Dans le cadre de notre mémoire de recherche en master 2 « Architecture, ville et territoire », et dans le but de dresser un état des lieux sur les zones d'expansion touristique de Bejaia et de vérifier le rôle de l'Etat dans leur mise en œuvre, nous nous permettons de nous diriger vers vous afin de répondre à ces quelques questions.

Vos réponses nous seront indispensables pour la réussite de notre enquête et l'aboutissement de notre recherche.

Merci de votre participation

Identification :

Sexe : H ☐ F ☐

Nom : Prénom :

Age :

Profession :

Le tourisme à Bejaia :

1). Comment évaluez-vous le tourisme à Bejaia ?

.....

2). Pensez-vous que les infrastructures touristiques existant dans la wilaya de Bejaia sont suffisantes ?

.....

Les acteurs intervenant dans la production touristique de la wilaya de Bejaia :

3). Pensez-vous que l'état a un rôle important dans la production touristique ?

.....

4). Pensez-vous que l'Etat Algérien a mis en place tous les moyens nécessaires pour arriver au développement du tourisme dans la wilaya de Bejaia ?

.....

5). Selon vous quels sont les obstacles freinant le développement du tourisme dans la wilaya de Bejaia ?

☐ Difficultés d'accès au foncier ☐ Manque d'aides financières

☐ Présence de constructions illicites ☐ Manque d'intersectorialité entre les secteurs

6). Selon vous quel est l'outil d'aménagement nécessaires ?

.....

L'Etat et les zones d'expansion touristique :

7). Selon vous la ZET est-elle un outil primordial pour l'aménagement touristique

☐ Oui ☐ Non Si oui pourquoi ?

.....

.....

8). Qui doit assurer la mise en œuvre des ZET ?

☐ L'Etat ☐ Les collectivités locales ☐ L'Etat et les collectivités locales

9). Quels sont les outils utilisés par l'Etat pour la mise en œuvre des ZET ?

De ☐ Outils juridiques (Lois, décret)

☐ Outils institutionnels (Organismes)

☐ Outils d'aménagement (Le SDAT, ZET, PAT)

10). A quelle échelle intervient l'Etat ?

☐ Nationale ☐ Nationale et Régionale ☐ Nationale, Régionale et Locale

11). Quels sont les contraintes que rencontre la mise en œuvre des ZET de la wilaya de Bejaia ?

.....

.....

12). A quelle phase parmi les phases ci-dessous la mise en œuvre de ces ZET sont arrivées ?

Cl[]ent Dél[]ion Protectio[] Aménagen[]

13). Qui est responsable de la phase de la protection ?

.....

14). A quel moment ces ZET peuvent-elles être aménageable ?

.....

15). Quelles sont les raisons pour lesquelles ces ZET ne sont pas dotés de plan d'aménagement touristique ?

.....

16). Qui doit remédier à ce problème ?

.....

17). Comment peut-on y remédier ?

.....